

BMO Groupe financier annonce ses résultats du premier trimestre de 2019

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2018 :

- Bénéfice net¹ de 1 510 millions de dollars, en hausse de 55 %; bénéfice net ajusté² de 1 538 millions, en hausse de 8 %
- Revenus nets^{3, 4} de 5 591 millions de dollars, en hausse de 6 %
- BPA⁵ de 2,28 \$, en hausse de 59 %; BPA ajusté^{2, 5} de 2,32 \$, en hausse de 10 %
- RCP de 13,6 %; RCP ajusté² de 13,9 %, inchangé par rapport à l'exercice précédent
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 137 millions de dollars, comparativement à 141 millions pour l'exercice précédent
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,4 %

Toronto, le 26 février 2019 – Pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2019, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 510 millions de dollars, ou 2,28 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 538 millions, ou 2,32 \$ par action.

« La bonne performance de BMO ce trimestre démontre les avantages de la diversification attrayante de nos activités, qui continuent à générer une croissance durable, le bénéfice par action ajusté ayant augmenté de 10 % par rapport au dernier exercice. Nos Services bancaires Particuliers et entreprises en Amérique du Nord ont très bien performé, particulièrement à l'échelle de notre plateforme aux États-Unis et des services bancaires aux entreprises, reflétant de solides facteurs économiques fondamentaux au Canada et aux États-Unis ainsi qu'un environnement de crédit qui demeure favorable et stable, tandis que nos groupes sensibles aux marchés boursiers ont été touchés par le contexte moins propice à la génération de revenus au début du trimestre », a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Dans tous nos groupes, nous accélérons la croissance des deux côtés du bilan en servant plus de clients, en approfondissant les relations et en offrant plus de valeur tout en conservant nos pratiques cohérentes et disciplinées en matière de gestion du risque et de souscription. Nous continuons d'investir dans le numérique et l'innovation pour le bénéfice de nos clients, et pour créer une efficacité durable et un levier d'exploitation positif, ce que nous avons réussi à faire encore une fois ce trimestre. Nous sommes bien positionnés pour renforcer notre performance tout au long de l'année », a conclu M. White.

Le bénéfice net comptable pour le premier trimestre de 2018 tenait compte d'une charge de 425 millions de dollars liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*.

Le rendement des capitaux propres s'est situé à 13,6 %, en hausse par rapport à 9,4 % pour l'exercice précédent et, après ajustement, il s'est établi à 13,9 %, demeurant inchangé par rapport à l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires a atteint 16,5 % comparativement à 11,5 % un an plus tôt et, après ajustement, il a été de 16,6 %, en baisse par rapport à 16,7 % un an plus tôt.

1) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2018 tenait compte d'une charge de 425 millions de dollars liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*.

2) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

3) Les revenus nets sont présentés après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

4) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.

5) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction des dividendes sur les actions privilégiées.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,00 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2019, soit le même montant qu'au trimestre précédent, et de 0,07 \$ par action, ou de 8 %, de plus qu'un an plus tôt. Le dividende trimestriel de 1,00 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 4,00 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2019, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2019, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation pour le premier trimestre

PE Canada

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 647 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 1 million, et, après ajustement, il s'est élevé à 648 millions, ce qui correspond à une hausse de 2 millions par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les résultats témoignent d'une croissance des revenus qui a été contrée en partie par une hausse des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances, alors qu'un profit avait servi à bonifier les résultats de l'an dernier.

Au cours du trimestre, nous avons remporté le prix de la meilleure innovation numérique aux Banking Technology Awards 2018 pour QuickPay de BMO, un nouveau moyen simple pour les clients de régler leurs factures en faisant appel à la technologie de reconnaissance des caractères optiques et aux capacités d'apprentissage machine. QuickPay de BMO est actuellement un projet pilote et devrait être lancé d'ici la fin de l'exercice. Cet outil vise à aider les clients à régler leur facture en temps opportun et à simplifier la réalisation de transactions financières quotidiennes.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est accru de 134 millions de dollars, ou de 43 %, pour s'établir à 444 millions et, après ajustement, il a atteint 454 millions, ayant progressé de 133 millions, ou de 42 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Le bénéfice net comptable s'est accru de 85 millions de dollars américains, ou de 34 %, pour s'établir à 332 millions de dollars américains et, après ajustement, il a atteint 340 millions de dollars américains, ayant progressé de 84 millions de dollars américains, ou de 33 %, par rapport à l'an dernier, en raison surtout d'une forte croissance des revenus, de l'avantage conféré par la réforme fiscale américaine qui s'est répercuté sur l'ensemble du trimestre et d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ces facteurs ayant été en partie annulés par une hausse des charges.

Au cours du trimestre, BMO Harris Bank a figuré au palmarès annuel de Forbes des meilleurs employeurs aux États-Unis en matière de diversité pour 2019, par suite d'un sondage indépendant réalisé auprès d'un échantillon de plus de 50 000 employés aux États-Unis. De plus, nous avons amélioré nos capacités numériques en lançant notre nouvelle solution de services bancaires numériques en ligne et mobiles accessible à un large pan de notre clientèle aux États-Unis. Cette nouvelle plateforme jouera un rôle important dans le cadre de notre adaptation aux besoins en constante évolution de nos employés et de nos clients.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 239 millions de dollars, alors qu'il s'est chiffré à 266 millions l'an dernier, et, après ajustement, il a atteint 249 millions, alors qu'il y a un an, il avait atteint 276 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 174 millions et, après ajustement, il a atteint 184 millions, ce qui, dans les deux cas, représente une baisse de 10 millions, ou de 6 %, reflétant l'affaiblissement de la situation des marchés mondiaux. Le bénéfice net des activités d'assurance, établi à 65 millions, a baissé par rapport à un niveau plus élevé l'an dernier.

BMO Gestion mondiale d'actifs a été récompensée lors de la remise des prix Thomson Reuters Lipper Fund Awards 2018, alors que trois fonds négociés en bourse (FNB) de BMO et trois fonds d'investissement de BMO ont remporté les grands honneurs dans la catégorie des fonds ajustés en fonction des risques les plus performants qui offrent un rendement solide et constant.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 255 millions de dollars et, après ajustement, il s'est situé à 262 millions, contre 271 millions à la fois pour le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions du trimestre considéré.

L'augmentation des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés a été plus que compensée par une augmentation des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances et une diminution des revenus du secteur Produits de négociation.

BMO Marchés des capitaux a été l'un des chefs de file de la plus importante émission d'obligations souveraines supranationales sur le marché canadien, d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, dans le cadre de l'émission d'obligations pour le développement durable de la Banque mondiale visant à faire mieux connaître les avantages d'investir dans la santé et la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents à l'échelle mondiale.

Services d'entreprise

La perte nette comptable et la perte nette ajustée des Services d'entreprise se sont situées à 75 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à une perte nette comptable de 520 millions et à une perte nette ajustée de 92 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de la charge ponctuelle hors trésorerie de 425 millions imputable à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis.

Les résultats ajustés que renferme la section qui présente un aperçu des résultats des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO se situait à 11,4 % au 31 janvier 2019. Ce ratio a augmenté comparativement à 11,3 % à la fin du quatrième trimestre, en raison de la croissance des résultats non distribués, de la hausse du cumul des autres éléments du résultat global découlant des profits latents sur les titres et d'autres éléments de moindre importance, facteurs plus que contrés par la forte croissance des activités, l'incidence des changements réglementaires et les rachats d'actions au cours du trimestre.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 137 millions de dollars, soit une baisse de 4 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 47 millions, passant de 174 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 127 millions, en raison essentiellement de la baisse des dotations de PE États-Unis, attribuable en partie à un recouvrement au cours du trimestre à l'étude. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 10 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de pertes sur créances de 33 millions enregistré pour l'exercice précédent.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 26 février 2019. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 janvier 2019 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2018 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2018.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport annuel de BMO pour 2018, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

4	Faits saillants financiers	25	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Mesures non conformes aux PCGR	26	Bilan
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	27	Transactions avec des parties liées
6	Survol et perspectives économiques	27	Arrangements hors bilan
7	Change	27	Méthodes comptables et principales estimations comptables
8	Bénéfice net	28	Modifications de méthodes comptables
8	Revenus	28	Modifications futures de méthodes comptables
9	Dotation à la provision pour pertes sur créances	28	Instruments financiers désignés
10	Prêts douteux	28	Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique intérieure
11	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	29	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
11	Charges autres que d'intérêts	30	Gestion des risques
11	Impôts sur le résultat	30	Risque de marché
12	Gestion du capital	32	Risque de liquidité et de financement
15	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	36	Cotes de crédit
15	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	39	Expositions en Europe
16	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	41	États financiers consolidés intermédiaires
18	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	41	État consolidé des résultats
20	BMO Gestion de patrimoine	42	État consolidé du résultat global
22	BMO Marchés des capitaux	43	Bilan consolidé
23	Services d'entreprise	44	État consolidé des variations des capitaux propres
		45	État consolidé des flux de trésorerie
		46	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		63	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2019, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2019	T4-2018	T1-2018
Sommaire de l'état des résultats			
Revenus nets d'intérêts 1)	3 172	3 015	2 875
Revenus autres que d'intérêts 1) 2)	3 345	2 878	2 763
Revenus 1) 2)	6 517	5 893	5 638
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	926	390	361
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 591	5 503	5 277
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	127	177	174
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	10	(2)	(33)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	137	175	141
Charges autres que d'intérêts 2)	3 557	3 193	3 400
Charge d'impôts sur le résultat	387	438	763
Bénéfice net	1 510	1 697	973
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 510	1 697	973
Bénéfice net ajusté	1 538	1 531	1 422
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)			
Bénéfice par action	2,28	2,58	1,43
Bénéfice par action ajusté	2,32	2,32	2,12
Croissance du bénéfice par action (%)	59,5	42,4	(35,4)
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	9,5	19,7	(6,8)
Dividendes déclarés par action	1,00	0,96	0,93
Valeur comptable d'une action	67,37	64,73	59,76
Cours de clôture de l'action	96,18	98,43	101,33
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)			
À la clôture de la période	638,4	639,3	645,5
Nombre moyen dilué	640,4	641,8	649,9
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	61,4	62,9	65,4
Rendement de l'action (%)	4,2	3,9	3,7
Ratio de distribution (%)	43,8	37,2	64,9
Ratio de distribution ajusté (%)	43,0	41,3	43,7
Mesures et ratios financiers (%)			
Rendement des capitaux propres	13,6	16,1	9,4
Rendement des capitaux propres ajustés	13,9	14,5	13,9
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	16,5	19,5	11,5
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	16,6	17,3	16,7
Croissance du bénéfice net	55,1	38,6	(34,3)
Croissance du bénéfice net ajusté	8,1	17,1	(6,7)
Croissance des revenus	15,6	5,0	5,2
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI	6,0	9,1	(1,5)
Croissance des charges autres que d'intérêts	4,6	(4,4)	1,5
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	4,5	6,2	2,3
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	63,6	58,0	64,4
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	63,0	62,2	63,8
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	1,4	13,5	(3,0)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	1,5	2,9	(3,8)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,69	1,68	1,74
Taux d'impôt effectif	20,4	20,6	43,9
Taux d'impôt effectif ajusté	20,4	19,7	19,5
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,13	0,18	0,15
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,12	0,18	0,19
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)			
Actifs	806 597	774 075	727 933
Solde brut des prêts et acceptations	420 761	404 215	374 991
Solde net des prêts et acceptations	419 133	402 576	373 367
Dépôts	532 199	520 928	475 565
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	43 009	41 381	38 579
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	29,3	29,9	29,0
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,4	11,3	11,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,7	12,9	12,8
Ratio du total des fonds propres	15,1	15,2	15,2
Ratio de levier	4,2	4,2	4,3
Cours de change (\$)			
Dollar CA/dollar US	1,3131	1,3169	1,2304
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,3351	1,3047	1,2575

1) Au premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés depuis les revenus autres que d'intérêts dans les revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR (il y a lieu de se reporter à la section Change pour l'analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats).

La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs et qu'ils procurent aux lecteurs une meilleure compréhension du point de vue de la direction sur la performance. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats, en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments précis sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2019	T4-2018	T1-2018
Résultats comptables			
Revenus	6 517	5 893	5 638
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(926)	(390)	(361)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 591	5 503	5 277
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(137)	(175)	(141)
Charges autres que d'intérêts	(3 557)	(3 193)	(3 400)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 897	2 135	1 736
Charge d'impôts sur le résultat	(387)	(438)	(763)
Bénéfice net	1 510	1 697	973
BPA (\$)	2,28	2,58	1,43
Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)			
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(6)	(18)	(4)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(31)	(31)	(28)
Avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations 4)	-	277	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(37)	228	(32)
Éléments d'ajustement (après impôts) 1)			
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(4)	(13)	(3)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(24)	(24)	(21)
Avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations 4)	-	203	-
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 5)	-	-	(425)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(28)	166	(449)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,04)	0,26	(0,69)
Résultats ajustés			
Revenus	6 517	5 893	5 638
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(926)	(390)	(361)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 591	5 503	5 277
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(137)	(175)	(141)
Charges autres que d'intérêts	(3 520)	(3 421)	(3 368)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 934	1 907	1 768
Charge d'impôts sur le résultat	(396)	(376)	(346)
Bénéfice net	1 538	1 531	1 422
BPA (\$)	2,32	2,32	2,12

1) Les éléments d'ajustement ont, en règle générale, été pris en compte par les Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et de certains coûts d'intégration des acquisitions qui, eux, ont été imputés aux groupes d'exploitation.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions associés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été imputés aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha sont présentés dans BMO Marchés des capitaux. Les coûts d'intégration des acquisitions sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

3) Ces charges sont imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 15, 16, 18, 20 et 22.

4) Le quatrième trimestre de 2018 tient compte d'un avantage avant impôts de 277 millions de dollars découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations par suite d'un changement apporté à notre régime d'autres avantages futurs du personnel visant certains employés. Ce montant figure dans les charges autres que d'intérêts.

5) Charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour obtenir des renseignements plus détaillés, il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé à la page 119 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2019 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, et elles comprennent des déclarations de notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « viser » et « pouvoir ».

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, le marché de l'habitation au Canada, les marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, la législation et les interprétations fiscales, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions des épidémies de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, la sécurité de l'information et la cybersécurité, y compris la menace de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, à la page 79 du Rapport annuel de BMO pour 2018, ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation, à la section Gestion globale des risques, à la page 78 du Rapport annuel de BMO pour 2018 et à la section Gestion des risques, à la page 30 du présent document, sections qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans le Rapport annuel de BMO pour 2018 dans la section Évolution de la situation économique et perspectives, et ont été mises à jour dans la section Survol et perspectives économiques paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine ainsi qu'à la conjoncture de marché globale, et à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et pour le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques, les liens passés entre les variables économiques et financières ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques ci-après.

Survol et perspectives économiques

L'économie canadienne a ralenti en raison de la hausse des taux d'intérêt et des mesures plus strictes mises en œuvre pour freiner la croissance du marché de l'habitation et du crédit des ménages. Le PIB réel devrait connaître une croissance de 1,8 % en 2019, en baisse par rapport au pourcentage estimé de 2,0 % en 2018. Ce rythme modéré devrait maintenir le taux de chômage à 5,7 % en moyenne pendant l'exercice, soit près de son plus bas niveau en quatre décennies. Le rythme de croissance de la consommation des particuliers devrait ralentir pour s'établir à 1,6 % en 2019, contre 2,2 %, selon les estimations, l'an dernier, dans le contexte de la plus faible croissance du crédit à la consommation depuis 1983. Le crédit à la consommation à l'échelle du secteur d'activité devrait augmenter de 2,9 % au cours de l'exercice, tandis que la demande de prêts hypothécaires résidentiels devrait progresser de 3,0 %. Le taux d'investissement des entreprises devrait ralentir pour se situer à environ 2 %, en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la récente baisse des prix du pétrole, ce qui se traduira par un certain ralentissement de la croissance des prêts aux entreprises à l'échelle du secteur d'activité, laquelle devrait passer de 6,3 %, selon les estimations, l'an dernier, à 5,6 %. Malgré l'avantage conféré par la faiblesse persistante du dollar canadien, les exportations devraient fléchir en raison d'un ralentissement de l'économie mondiale. La Banque du Canada devrait relever son principal taux directeur de 25 points de base en 2019, ce qui pourrait marquer la fin du cycle de resserrement actuel. La maîtrise de l'inflation devrait permettre aux taux d'intérêt à long terme de rester relativement bas. L'économie est confrontée à des risques liés aux prix du pétrole et aux politiques commerciales mondiales. La possibilité que le nouvel accord commercial nord-américain (ACEUM) ne soit pas ratifié par les assemblées législatives des trois pays concernés constitue un facteur de risque susceptible de nuire aux perspectives économiques.

L'économie américaine demeure vigoureuse, mais elle ralentit en raison de politiques budgétaires et monétaires moins favorables. Le PIB réel devrait croître de 2,4 % en 2019, en baisse comparativement aux 2,9 % prévus en 2018. La paralysie partielle du gouvernement fédéral, survenue plus tôt, pèsera sur l'activité du premier trimestre. Néanmoins, le marché du travail demeure sain et le taux de chômage devrait reculer pour se situer à 3,5 % d'ici la fin de l'année, soit le deuxième taux le plus bas enregistré depuis 1953. Soutenues par une augmentation des revenus, les dépenses de consommation devraient progresser de 2,7 % en 2019, ce qui favorisera une croissance du crédit à la consommation de 3,4 % à l'échelle du secteur d'activité. En réponse à l'affaiblissement de l'activité sur le marché de l'habitation, la demande de prêts hypothécaires résidentiels devrait connaître une hausse modérée de 3,8 % en 2019. Le taux d'investissement des entreprises devrait ralentir, passant de plus de 6 % en 2018 à environ 3 % en 2019, en raison de la diminution du soutien apporté par les réformes fiscales, entraînant une croissance plus modérée du crédit aux entreprises de 5,9 % à l'échelle du secteur d'activité. Les exportations devraient fléchir en raison de la vigueur du dollar américain, du ralentissement de la demande mondiale et des tarifs douaniers de rétorsion. La Réserve fédérale devrait relever son taux directeur principal de seulement 25 points de base cette année. Les principaux risques qui pèsent sur les perspectives économiques sont liés à une possible augmentation du protectionnisme commercial et à l'instabilité politique aux États-Unis. Alors que selon les estimations, les droits de douane imposés jusqu'à présent ne devraient ralentir l'économie que modestement, de nouvelles politiques commerciales restrictives pourraient entraîner une hausse du chômage.

Le taux de croissance économique dans la région du Midwest américain, qui comprend les six États contigus où BMO exerce des activités, devrait ralentir, passant de 2,1 % en 2018, selon les estimations, à 1,9 % en 2019, en raison de conditions financières moins favorables, du ralentissement de la production automobile et du recul des exportations.

Il est peu probable que l'incertitude liée au Brexit ait une incidence néfaste importante sur l'économie nord-américaine.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Change

Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges et les dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances sont comptabilisés.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital à la page 69 du Rapport annuel de BMO pour 2018 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de notre investissement dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2019	
	c. T1-2018	c. T4-2018
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période à l'étude	1,3351	1,3351
Période antérieure	1,2575	1,3047
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis		
Augmentation des revenus nets d'intérêts	67	27
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	41	17
Augmentation des revenus	108	44
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	(2)
Augmentation des charges	(77)	(32)
Augmentation des impôts sur le résultat 1)	(33)	(1)
Augmentation du bénéfice net comptable 1)	(5)	9
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$) 1)	(0,01)	0,01
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis		
Augmentation des revenus nets d'intérêts	67	27
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	41	17
Augmentation des revenus	108	44
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	(2)
Augmentation des charges	(76)	(31)
Augmentation des impôts sur le résultat	(7)	(1)
Augmentation du bénéfice net ajusté	22	10
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$) 1)	0,03	0,01

1) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2018 tient compte d'une charge de 425 millions de dollars (339 millions de dollars américains) liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Les résultats reflètent l'incidence de la réévaluation de change sur la charge d'impôts. Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est établi à 1 510 millions de dollars, en hausse de 537 millions, ou de 55 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est situé à 1 538 millions, en hausse de 116 millions, ou de 8 %, par rapport au même trimestre un an plus tôt, ou de 6 %, exclusion faite des répercussions du raffermissement du dollar américain. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une charge hors trésorerie ponctuelle attribuable à la réévaluation de notre actif d'impôts différés net aux États-Unis de l'ordre de 425 millions comptabilisée à l'exercice précédent en raison de la réforme fiscale américaine ni de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Le BPA, établi à 2,28 \$, a progressé de 0,85 \$, ou de 59 %, en regard du même trimestre un an plus tôt. Le BPA ajusté, établi à 2,32 \$, a augmenté de 0,20 \$, ou de 10 %.

La croissance des résultats ajustés reflète essentiellement la vigoureuse performance de nos activités aux États-Unis et la baisse de la perte nette des Services d'entreprise, atténuées en partie par le recul du bénéfice net de la Gestion de patrimoine qui s'explique principalement par le ralentissement des marchés boursiers.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du quatrième trimestre de 2018

Le bénéfice net a reculé de 187 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté s'est renforcé de 7 millions, ou de 1 %, ou est demeuré le même si l'on ne tient pas compte du raffermissement du dollar américain. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'un avantage après impôts de 203 millions découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations enregistré au trimestre précédent ni de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistré pour les deux périodes. Une hausse des charges a été enregistrée pour le trimestre à l'étude étant donné que la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite est passée en charges au premier trimestre de chaque exercice. Le BPA a diminué de 0,30 \$, ou de 12 %, et le BPA ajusté est demeuré inchangé.

Les résultats ajustés rendent compte de l'augmentation du bénéfice net de PE États-Unis et de la Gestion de patrimoine. Ces augmentations ont été largement contrées par la diminution du bénéfice net de BMO Marchés des capitaux et de PE Canada.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Revenus 1) 2)

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2018

Les revenus, établis à 6 517 millions de dollars, ont progressé de 879 millions, ou de 16 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit de 13 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus, établis à 5 591 millions, ont augmenté de 314 millions, ou de 6 %, soit de 4 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les revenus ont progressé pour les Services bancaires PE; PE États-Unis, les Services d'entreprise et BMO Marchés des capitaux ayant affiché une performance particulièrement forte. Les revenus de la Gestion de patrimoine ont reculé étant donné l'affaiblissement des marchés boursiers.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 3 172 millions de dollars, ont augmenté de 297 millions, ou de 10 %, ou, en excluant le raffermissement du dollar américain, de 231 millions, ou de 8 %. Les revenus nets d'intérêts, déduction faite des revenus de négociation de 2 896 millions, ont augmenté de 263 millions, ou de 10 %, ou, en excluant le raffermissement du dollar américain, de 201 millions, ou de 8 %, en raison principalement de la hausse des volumes des dépôts et des prêts enregistrée par les groupes d'exploitation. L'actif productif moyen, établi à 744,2 milliards de dollars, a progressé de 88,2 milliards, ou de 13 %, et, excluant l'incidence d'un dollar américain plus fort, il a progressé de 11 %. Cette progression est attribuable à l'augmentation des prêts, des titres pris en pension ou empruntés, des valeurs mobilières et de la trésorerie. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est resserrée de 5 points de base, ou de 7 points de base, compte non tenu des activités de négociation, en raison essentiellement du rétrécissement des marges de BMO Marchés des capitaux.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts, établi à 2 419 millions de dollars, a progressé de 17 millions, ou de 1 %, ou a reculé de 1 % si l'on ne tient pas compte de l'appréciation du dollar américain, ce qui s'explique par la baisse des revenus d'assurance et des revenus tirés de fonds d'investissement, par le recul des profits sur titres, y compris l'incidence d'un profit lié à la restructuration d'Interac Corporation enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et par la diminution des commissions et droits sur titres, contrés en partie par l'augmentation des honoraires liés aux prêts et aux autres frais.

1) Au premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés depuis les revenus autres que d'intérêts dans les revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.

Le montant brut des revenus d'assurance a progressé de 542 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des ventes de rentes et de la baisse des taux d'intérêt à long terme entraînant l'augmentation de la juste valeur des placements au cours du trimestre à l'étude, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont constitués essentiellement des actifs à revenu fixe et de certains actifs sous forme de titres de participation. Ces placements sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 11. Nous analysons généralement les revenus déduction faite des SCVPI, compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du quatrième trimestre de 2018

Les revenus ont progressé de 624 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets ont affiché une croissance de 88 millions, ou de 2 %, ou encore de 44 millions, ou de 1 %, compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain, en raison des augmentations de revenus enregistrées par les Services bancaires PE et par la Gestion de patrimoine. Les revenus de Services d'entreprise et de BMO Marchés des capitaux sont demeurés sensiblement les mêmes d'un trimestre à l'autre.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 3 172 millions de dollars, ont augmenté de 157 millions, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent, soit de 131 millions, ou de 4 %, compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les revenus nets d'intérêts, compte non tenu des revenus de négociation, établis à 2 896 millions, ont progressé de 122 millions, ou de 4 %, comparativement au trimestre précédent, soit de 96 millions, ou de 3 %, compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain, du fait essentiellement de la hausse des volumes de dépôts et de prêts enregistrée par les groupes d'exploitation.

L'actif productif moyen a progressé de 32,5 milliards de dollars, ou de 5 %, et, excluant l'incidence d'un dollar américain plus fort, de 4 %, du fait surtout de l'augmentation des prêts et des valeurs mobilières. La marge nette d'intérêts a progressé de 1 point de base, à la fois globalement et compte non tenu des activités de négociation, en raison principalement de l'accroissement des volumes de dépôts et des marges de PE États-Unis.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a reculé de 69 millions de dollars, ou de 3 %, du fait essentiellement de la diminution des revenus liés au marché et des profits sur titres, en partie contrée par l'augmentation des revenus d'assurance et des revenus générés par les prêts.

Le montant brut des revenus d'assurance a progressé de 564 millions de dollars, en raison de l'incidence des marchés qui a donné lieu à l'augmentation de la juste valeur des placements au cours du trimestre à l'étude comparativement au trimestre précédent, et de l'augmentation des ventes de rentes au cours du trimestre à l'étude. La progression des revenus d'assurance a été contrebalancée en grande partie par l'augmentation des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 11.

Les revenus nets d'intérêts et le montant net des revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2018

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, établi à 137 millions de dollars, a reculé de 4 millions, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 47 millions, passant de 174 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 127 millions, en raison essentiellement de la baisse des dotations de PE États-Unis, par suite surtout du recouvrement sur les prêts aux particuliers et de la diminution des pertes sur prêts aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 10 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de pertes sur créances de 33 millions enregistré à la même période de l'exercice précédent. Cette dotation de 10 millions tenait compte d'une augmentation attribuable à la révision à la baisse des perspectives économiques et d'une croissance du portefeuille, facteurs essentiellement contrés par l'incidence de l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du quatrième trimestre de 2018

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 38 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 50 millions, pour s'établir à 127 millions, en raison essentiellement de la diminution des dotations à la provision liée aux prêts aux particuliers pour PE États-Unis, laquelle découle d'un recouvrement et de la baisse des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises tant pour PE Canada que pour PE États-Unis. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 10 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 2 millions enregistré au trimestre précédent.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T1-2019							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	114	15	129	2	1	(5)	127
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	6	(9)	(3)	-	14	(1)	10
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	120	6	126	2	15	(6)	137
T4-2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	118	61	179	2	(3)	(1)	177
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(15)	18	3	1	(4)	(2)	(2)
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	103	79	182	3	(7)	(3)	175
T1-2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	97	77	174	1	(1)	-	174
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	4	(30)	(26)	(2)	(4)	(1)	(33)
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	101	47	148	(1)	(5)	(1)	141

Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T1-2019	T4-2018	T1-2018
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	0,13	0,18	0,15
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,12	0,18	0,19

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 019 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, en baisse par rapport à 2 149 millions pour l'exercice précédent, la plus forte baisse des prêts douteux ayant été enregistrée dans les secteurs des services et de l'immobilier commercial. Le SBPD a progressé de 83 millions en regard de celui de 1 936 millions constaté au quatrième trimestre de 2018.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 467 millions de dollars, en hausse par rapport à 443 millions au quatrième trimestre de 2018 et en baisse par rapport à 535 millions pour l'exercice précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2019	T4-2018	T1-2018
SBPD à l'ouverture de la période	1 936	2 076	2 220
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	467	443	535
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(125)	(188)	(176)
Remboursements, montant net	(137)	(214)	(244)
Montants sortis du bilan	(119)	(194)	(123)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-
Cessions de prêts	-	(5)	-
Fluctuations des cours de change et autres variations	(3)	18	(63)
SBPD à la clôture de la période	2 019	1 936	2 149
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,48	0,48	0,57

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 926 millions de dollars au premier trimestre de 2019, en hausse de 565 millions par rapport au montant de 361 millions inscrit au premier trimestre de 2018, en raison de l'accroissement des ventes de rentes et de la baisse des taux d'intérêt à long terme qui a entraîné la baisse de la juste valeur des passifs au titre des indemnités comparativement à l'exercice précédent. Les SCVPI ont augmenté de 536 millions par rapport au montant de 390 millions inscrit au quatrième trimestre de 2018, en raison de l'incidence des marchés qui a donné lieu à la hausse de la juste valeur des passifs au titre des indemnités pour le trimestre considéré comparativement au trimestre précédent et de l'accroissement des ventes de rentes pour le trimestre à l'étude, facteurs en partie compensés par le montant plus faible des sinistres liés à la réassurance au cours du trimestre à l'étude. Les variations associées à la juste valeur des passifs au titre des indemnités et aux ventes de rentes ont été contrebalancées en grande partie par les revenus d'assurance.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts comptables, établies à 3 557 millions de dollars, ont augmenté de 157 millions, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées, établies à 3 520 millions, ont augmenté de 152 millions, ou de 5 %, soit de 2 %, compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain, reflétant essentiellement la hausse des coûts liés au personnel et aux technologies au cours de l'exercice. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les deux périodes.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont progressé de 364 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport au trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 99 millions, ou de 3 %, soit de 2 %, compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain, en raison de la hausse des coûts liés au personnel, attribuable essentiellement à la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice, compensée par la diminution des autres charges. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte d'un avantage avant impôts de 277 millions découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations au quatrième trimestre de 2018, ni des coûts d'intégration des acquisitions et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liés aux acquisitions enregistrés dans les deux périodes.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de +1,4 % d'un exercice à l'autre et le levier d'exploitation ajusté s'est situé à +1,5 % d'un exercice à l'autre.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 54,6 %, contre 60,3 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 63,6 %, comparativement à 64,4 % un an plus tôt. Après ajustement, le ratio d'efficacité s'est établi à 54,0 %, contre 59,7 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il a été de 63,0 %, comparativement à 63,8 % un an plus tôt.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat, établie à 387 millions de dollars, a diminué de 376 millions par rapport au premier trimestre de 2018, et a reculé de 51 millions par rapport au quatrième trimestre de 2018. Le taux d'impôt effectif s'est établi à 20,4 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 43,9 % pour l'exercice précédent et à 20,6 % au quatrième trimestre de 2018. Le bénéfice net comptable au premier trimestre de 2018 comprenait une charge ponctuelle hors trésorerie de 425 millions découlant de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis du fait de la réforme fiscale américaine.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 396 millions de dollars, en hausse de 50 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent et en hausse de 20 millions comparativement au quatrième trimestre de 2018. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 20,4 % pour le trimestre à l'étude, contre 19,5 % un an plus tôt et 19,7 % au quatrième trimestre de 2018. La hausse du taux d'impôt effectif ajusté pour le trimestre à l'étude par rapport au premier trimestre de 2018 est principalement attribuable aux changements dans la composition des résultats, ce qui inclut la diminution du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts, en partie contrés par l'avantage pendant un trimestre complet conféré par la réforme fiscale américaine. La hausse du taux d'impôt effectif ajusté pour le trimestre à l'étude par rapport au quatrième trimestre de 2018 est principalement attribuable à un élément de la fiscalité américaine à effet favorable.

Sur une base d'imposition comparable (bic), le taux d'impôt effectif comptable du trimestre s'est établi à 23,1 %, comparativement à 47,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 23,0 % au quatrième trimestre de 2018. Sur une bic, le taux d'impôt effectif ajusté du trimestre s'est établi à 23,1 %, comparativement à 24,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 22,5 % au quatrième trimestre de 2018.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse des fonds propres réglementaires du premier trimestre de 2019

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,4 % au 31 janvier 2019.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a augmenté comparativement à 11,3 % à la fin du quatrième trimestre, en raison de la croissance des résultats non distribués, de la hausse du cumul des autres éléments du résultat global découlant des profits latents sur les titres et d'autres éléments de moindre importance, facteurs en partie contrés par la forte croissance des activités, l'incidence des changements réglementaires et les rachats d'actions au cours du trimestre.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 33,7 milliards de dollars au 31 janvier 2019, en hausse par rapport à 32,7 milliards au 31 octobre 2018, ce qui a découlé principalement de la croissance des résultats non distribués, de la hausse du cumul des autres éléments du résultat global découlant des profits latents sur les titres et d'autres éléments de moindre importance, facteurs en partie contrés par les rachats d'actions au cours du trimestre.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 297,0 milliards de dollars au 31 janvier 2019, en hausse par rapport à 289,2 milliards au 31 octobre 2018, en raison de la forte croissance des activités et des changements réglementaires, y compris le rajustement de la valeur du crédit dont la mise en œuvre progressive a été entièrement réalisée, facteurs en partie contrés par les changements apportés aux méthodes et à la qualité des actifs.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 12,7 % et à 15,1 % au 31 janvier 2019, comparativement à 12,9 % et à 15,2 %, respectivement, au 31 octobre 2018. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres ont diminué en raison principalement de la hausse des actifs pondérés en fonction des risques, comme il en a été question ci-dessus, en partie contrebalancée par l'accroissement des fonds propres, déduction faite du rachat d'un instrument de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires de 450 millions de dollars.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres, et c'est ce qu'il a fait au premier trimestre. De telles activités pourraient également se répercuter sur la valeur de ses portefeuilles et sur son rendement des capitaux propres.

Le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, se situait à 4,2 % au 31 janvier 2019, ce qui est similaire à celui enregistré au 31 octobre 2018.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En janvier 2019, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié des normes définitives sur les exigences minimales de fonds propres en regard du risque de marché (le « cadre final du risque de marché ») afin de régler les problèmes de conception et d'étalonnage du cadre de 2016 et d'apporter des précisions pour faciliter son application. Le cadre final du risque de marché entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022, en même temps que la mise en œuvre des réformes finales de Bâle III publiées en décembre 2017.

En décembre 2018, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié, aux fins de consultation, une version révisée de la ligne directrice portant sur les limites régissant les engagements importants des banques canadiennes d'importance intérieure (BISⁱ) et de leurs institutions de dépôt, filiales soumises à la réglementation du BSIF, en vue de sa mise en œuvre au premier trimestre de 2020. Un certain nombre de révisions ont été apportées au calcul de la limite des expositions importantes, soit, en ce qui a trait aux fonds propres admissibles, au remplacement du total des fonds propres par les fonds propres de catégorie 1, à l'introduction de limites plus strictes pour les expositions envers les banques d'importance systémique et à la reconnaissance des techniques admissibles d'atténuation du risque de crédit. Le projet de ligne directrice fournit également des directives supplémentaires pour déterminer le groupement des contreparties liées.

En décembre 2018, le BSIF a fixé à 1,75 % le niveau de la réserve pour stabilité intérieure applicable aux BISⁱ, en hausse par rapport à celui de 1,5 %, avec prise d'effet le 30 avril 2019. Cette augmentation reflète l'évaluation par le BSIF des vulnérabilités systémiques relevées, notamment l'endettement des consommateurs canadiens, les déséquilibres des actifs sur le marché canadien et l'endettement des institutions canadiennes. La réserve pour stabilité intérieure, qui est conforme aux fonds propres de catégorie 1, peut être fixée entre 0 % et 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques.

En novembre 2018, le BSIF a mis en œuvre les modifications de sa ligne directrice sur les normes de fonds propres (NFP). Les principales modifications se rapportent à la mise en œuvre au niveau national de l'approche standard pour mesurer le risque de crédit de contrepartie (AS-RCC) et des révisions des exigences de fonds propres à l'égard des expositions des banques aux contreparties centrales ainsi que du cadre de titrisation. Ces modifications ont entraîné une légère augmentation du montant des fonds propres que nous sommes tenus de détenir. En novembre 2018, le BSIF a mis en œuvre la ligne directrice révisée sur les exigences relative de levier, qui permet d'harmoniser les changements apportés à l'égard du risque de crédit lié aux contreparties et le cadre de titrisation prescrit dans la ligne directrice révisée sur les normes de fonds propres.

Le régime de recapitalisation interne des banques au Canada, y compris la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Aux termes de ce régime, la Banque est tenue de respecter les exigences cibles de la TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. Les cibles sont actuellement établies d'après un ratio TLAC fondé sur les risques, soit de 23,25 % des actifs pondérés en fonction des risques et au ratio de levier TLAC, soit 6,75 %, que nous prévoyons atteindre lorsqu'ils seront en vigueur. Depuis septembre, BMO a émis pour environ 3 milliards de dollars de titres admissibles au calcul de la TLAC, y compris la première transaction de référence aux fins de recapitalisation interne visant des titres de créance de 1,75 milliard de dollars américains dont la clôture a eu lieu le 5 février 2019.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 69 à 75, Risque de liquidité et de financement, aux pages 100 à 108, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 112 à 114 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Fonds propres réglementaires

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice sur les NFP établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le CBCB. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital, aux pages 69 à 75 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques)	Exigences de fonds propres minimales	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve pour stabilité intérieure 2)	Exigences du BSIF en matière de fonds propres, y compris les réserves de fonds propres	Ratio de fonds propres et ratio de levier de BMO au 31 janvier 2019
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	1,5 %	9,5 %	11,4 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	1,5 %	11,0 %	12,7 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	1,5 %	13,0 %	15,1 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	s. o.	3,0 %	4,2 %

1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Pour BMO, les réserves de fonds propres au titre du premier pilier comprennent un coussin de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux BIS¹ de 1,0 % et la réserve contracyclique telle que stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au premier trimestre de 2019). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.

2) Le BSIF exige des BIS¹ qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve, qui peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, s'établit actuellement à 1,5 % (augmentera pour atteindre 1,75 % le 30 avril 2019). Les dérogations aux conditions de la réserve pour stabilité intérieure n'entraînent pas de restrictions automatiques liées aux distributions de capital.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2019	T4-2018	T1-2018
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	43 009	41 387	38 588
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(9 283)	(8 666)	(8 423)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	33 726	32 721	30 165
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	4 340	4 790	4 690
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(219)	(291)	(252)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	4 121	4 499	4 438
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	37 847	37 220	34 603
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	7 068	7 017	6 736
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(126)	(121)	(129)
Fonds propres de catégorie 2	6 942	6 896	6 607
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	44 789	44 116	41 210
Actifs pondérés en fonction des risques et exposition aux fins du ratio de levier 4) 5)			
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	296 987	289 237	270 577
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	296 987	289 420	270 577
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	296 987	289 604	270 577
Exposition aux fins du ratio de levier	902 532	876 106	831 094
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,4	11,3	11,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,7	12,9	12,8
Ratio du total des fonds propres	15,1	15,2	15,2
Ratio de levier	4,2	4,2	4,3

1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.

3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.

4) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice sur les NFP du BSIF. Le BSIF a révisé son approche de fonds propres avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2018, qui comprend le passage de l'approche standard de Bâle I à celle de Bâle II et une réduction du coefficient de rajustement du plancher.

5) La mise en œuvre graduelle du rajustement de la valeur du crédit (RVC) a été entièrement réalisée au début du premier trimestre de 2019. Les facteurs scalaires appliqués à l'exigence de fonds propres pour RVC entièrement mise en œuvre relativement aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 80 %, de 83 % et de 86 %, respectivement, en 2018.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 31 janvier 2019	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	638,4
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
Série 36	600 \$
Série 38	600 \$
Série 40	500 \$
Série 42	400 \$
Série 44	400 \$
Billets à moyen terme 1)	
Série H – tranche 1	1 000 \$
Série H – tranche 2	1 000 \$
Série I – tranche 1	1 250 \$
Série I – tranche 2	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032	1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028	850 \$ US
Options sur actions	
Droits acquis	4,3
Droits non acquis	2,6

1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 181 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

La note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, débutant à la page 182 du Rapport annuel de BMO pour 2018, traitent en détail du capital social.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 1 million d'actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle expire le 31 mai 2019.

Le 26 février 2019, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto, de mettre en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires, à compter du 1^{er} juin 2019, environ. Une fois les approbations obtenues, le programme de rachat d'actions permettra à BMO de racheter ses actions ordinaires aux fins d'annulation. Une telle offre publique de rachat constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués sont assujettis aux approbations réglementaires et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, tels la conjoncture de marché et le niveau des fonds propres. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Au cours du trimestre à l'étude, 74 011 actions ordinaires ont été émises aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 31 décembre 2018, Fiducie de capital BMO II a remboursé la totalité de ses billets de première catégorie de BMO – Série A émis et en circulation, à un prix de remboursement correspondant à 1 000 \$, pour un montant global de 450 million de dollars, majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à la date de remboursement, exclusion faite de celle-ci.

Dividendes

Le 26 février 2019, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,00 \$ par action, soit le même montant qu'au trimestre précédent, et de 0,07 \$ par action, ou 8 %, de plus que pour l'exercice précédent. Le dividende doit être versé le 28 mai 2019 aux actionnaires inscrits le 1^{er} mai 2019. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le premier trimestre de 2019.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus, de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont reclassés en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

La Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), en date du 1^{er} novembre 2018 et a choisi de retraiter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, lorsque des clients nous remboursent certains débours engagés en leur nom, nous comptabilisons ce remboursement dans les revenus. Ces remboursements étaient auparavant portés en diminution de la dépense correspondante.

Au premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés des revenus autres que d'intérêts aux revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2019	T4-2018	T1-2018
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 492	2 431	2 283
Revenus autres que d'intérêts 1)	800	801	791
Total des revenus (bic) 1)	3 292	3 232	3 074
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	129	179	174
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(3)	3	(26)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	126	182	148
Charges autres que d'intérêts 1)	1 729	1 707	1 647
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 437	1 343	1 279
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	346	297	323
Bénéfice net comptable	1 091	1 046	956
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	11	12	11
Bénéfice net ajusté	1 102	1 058	967
Croissance du bénéfice net (%)	14,2	17,6	(2,7)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	14,0	17,3	(2,8)
Croissance des revenus (%)	7,1	7,5	0,6
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	5,0	6,2	2,5
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	5,1	6,3	2,6
Rendement des capitaux propres (%)	18,3	19,0	18,4
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	18,5	19,2	18,6
Levier d'exploitation (bic) (%)	2,1	1,3	(1,9)
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	2,0	1,2	(2,0)
Ratio d'efficacité (bic) (%)	52,5	52,8	53,6
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	52,1	52,3	53,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	2,99	2,98	2,94
Actif productif moyen	331 271	324 014	307 810
Solde moyen brut des prêts et acceptations	338 318	330 502	311 731
Solde moyen net des prêts et acceptations	336 756	328 923	310 353
Solde moyen des dépôts	272 960	258 602	242 525

1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts.

2) Les montants globaux avant impôts des Services bancaires PE de 15 millions de dollars pour le premier trimestre de 2019, de 16 millions pour le quatrième trimestre de 2018 et de 15 millions pour le premier trimestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est élevé à 1 091 millions de dollars et, après ajustement, il s'est établi à 1 102 millions, ce qui, dans les deux cas, représente une hausse de 14 %, ou de 12 %, exclusion faite des répercussions de l'appréciation du dollar américain comparativement à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2019	T4-2018	T1-2018
Revenus nets d'intérêts	1 433	1 421	1 380
Revenus autres que d'intérêts 1)	521	522	523
Total des revenus 1)	1 954	1 943	1 903
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	114	118	97
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	6	(15)	4
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	120	103	101
Charges autres que d'intérêts 1)	961	931	938
Bénéfice avant impôts sur le résultat	873	909	864
Charge d'impôts sur le résultat	226	235	218
Bénéfice net comptable	647	674	646
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	1	1	-
Bénéfice net ajusté	648	675	646
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 220	1 244	1 248
Revenus des services bancaires aux entreprises	734	699	655
Croissance du bénéfice net (%)	0,2	8,9	(12,8)
Croissance des revenus (%)	2,7	4,8	(2,6)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	2,5	4,1	6,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,5	4,1	6,3
Rendement des capitaux propres (%)	27,6	31,2	31,1
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	27,6	31,2	31,1
Levier d'exploitation (%)	0,2	0,7	(8,9)
Levier d'exploitation ajusté (%)	0,2	0,7	(8,9)
Ratio d'efficacité (%)	49,2	47,9	49,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,61	2,62	2,60
Actif productif moyen	217 917	215 290	210 867
Solde moyen brut des prêts et acceptations	230 682	226 953	220 190
Solde moyen net des prêts et acceptations	229 817	226 070	219 347
Solde moyen des dépôts	168 150	162 480	157 552

1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 1 million de dollars pour le premier trimestre de 2019, de 1 million pour le quatrième trimestre de 2018 et de néant pour le premier trimestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est élevé à 647 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 1 million, et, après ajustement, il s'est élevé à 648 millions, ce qui correspond à une hausse de 2 millions par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les résultats témoignent d'une croissance des revenus qui a été contrée en partie par une hausse des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances, alors qu'un profit avait servi à bonifier les résultats de l'an dernier.

Les revenus ont grimpé de 51 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à l'an dernier pour s'établir à 1 954 millions, ce qui inclut un profit lié à la restructuration d'Interac Corporation, grâce essentiellement à la progression des soldes de la plupart des produits. La marge nette d'intérêts a été de 2,61 %, pour une hausse de 1 point de base.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 28 millions de dollars, ou de 2 %, en raison de la baisse des revenus autres que d'intérêts attribuable à l'incidence du profit enregistré un an auparavant, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par l'augmentation des soldes de la plupart des produits, compte non tenu de l'amenuisement des marges. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont progressé de 79 millions de dollars, ou de 12 %, en raison principalement d'une hausse des soldes de la plupart des produits, de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts et de l'amélioration des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances présente une hausse de 19 millions de dollars par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 120 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 17 millions, pour s'établir à 114 millions à cause d'une hausse de la dotation à la provision des prêts aux particuliers et aux entreprises. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 6 millions de dollars au cours du trimestre considéré, contre 4 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 23 millions de dollars, ou de 3 %, pour atteindre 961 millions, ce qui reflète les investissements continus dans les activités, notamment les investissements liés au personnel et dans les technologies, ce qui a été atténué par les réserves réglementaires du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 10,5 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier, et s'est chiffré à 230,7 milliards. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a augmenté de 1 %, ce qui est le résultat d'un accroissement de 3 % des prêts hypothécaires exclusifs à la Banque, et des marges de crédit sur valeur domiciliaire en cours d'amortissement. Le total des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 14 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 10,6 milliards, ou de 7 %, et s'est chiffré à 168,2 milliards. Les soldes des dépôts des entreprises ont augmenté de 8 % et les soldes des dépôts des particuliers se sont améliorés de 6 %.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du quatrième trimestre de 2018

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont diminué de 27 millions de dollars, ou de 4 %.

Les revenus ont augmenté de 11 millions de dollars, ou de 1 %, en raison d'une hausse des soldes de la plupart des produits, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par le fait que la marge nette d'intérêts s'est établie à 2,61 %, ayant reculé de 1 point de base.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 24 millions de dollars, ou de 2 %, à cause d'un amenuisement des marges et d'une baisse des revenus autres que d'intérêts, lesquels ont été contrebalancés en partie par une hausse des soldes de la plupart des produits. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 35 millions de dollars, ou de 5 %, en raison de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts, de l'augmentation des soldes de la plupart des produits et de l'amélioration des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 17 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 4 millions en raison de l'amenuisement des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises, lequel a été contrebalancé en partie par l'accroissement des dotations aux provisions liées aux prêts aux particuliers. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 6 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, en comparaison d'un recouvrement de pertes sur créances liée aux prêts productifs de 15 millions enregistré pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 30 millions de dollars, ou de 3 %, ce qui tient compte des investissements continus dans les activités, tout particulièrement en raison de l'accroissement des investissements dans les technologies, et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 3,7 milliards de dollars, ou de 2 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 5,7 milliards, ou de 3 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

	T1-2019	T4-2018	T1-2018
Revenus nets d'intérêts (bic)	793	774	718
Revenus autres que d'intérêts 1)	209	214	213
Total des revenus (bic) 1)	1 002	988	931
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	12	46	62
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(7)	14	(25)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	5	60	37
Charges autres que d'intérêts 1)	575	594	564
Bénéfice avant impôts sur le résultat	422	334	330
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	90	49	83
Bénéfice net comptable	332	285	247
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	8	9	9
Bénéfice net ajusté	340	294	256
Revenus des services bancaires aux particuliers	340	327	300
Revenus des services bancaires aux entreprises	662	661	631
Croissance du bénéfice net (%)	34,3	32,9	35,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	33,0	31,5	33,7
Croissance des revenus (%)	7,6	8,1	12,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	2,1	5,4	3,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,3	5,6	3,5
Rendement des capitaux propres (%)	12,3	11,1	10,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	12,6	11,5	10,3
Levier d'exploitation (bic) (%)	5,5	2,7	9,0
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	5,3	2,5	8,8
Ratio d'efficacité (bic) (%)	57,4	60,2	60,5
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	56,3	59,0	59,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	3,71	3,69	3,70
Actif productif moyen	84 901	83 336	77 101
Solde moyen brut des prêts et acceptations	80 617	79 369	72 804
Solde moyen net des prêts et acceptations	80 095	78 835	72 378
Solde moyen des dépôts	78 490	73 668	67 583

(équivalents en millions de dollars canadiens)

Revenus nets d'intérêts (bic)	1 059	1 010	903
Revenus autres que d'intérêts 1)	279	279	268
Total des revenus (bic) 1)	1 338	1 289	1 171
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	15	61	77
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(9)	18	(30)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	6	79	47
Charges autres que d'intérêts 1)	768	776	709
Bénéfice avant impôts sur le résultat	564	434	415
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	120	62	105
Bénéfice net comptable	444	372	310
Bénéfice net ajusté	454	383	321
Croissance du bénéfice net (%)	43,3	37,4	28,1
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	41,9	35,9	26,3
Croissance des revenus (%)	14,3	11,8	6,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	8,3	9,0	(2,2)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	8,5	9,2	(2,0)
Actif productif moyen	113 354	108 724	96 943
Solde moyen brut des prêts et acceptations	107 636	103 549	91 541
Solde moyen net des prêts et acceptations	106 939	102 853	91 006
Solde moyen des dépôts	104 810	96 122	84 973

1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 10 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2019, de 11 millions de dollars américains pour le quatrième trimestre de 2018 et de 12 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est accru de 134 millions de dollars, ou de 43 %, pour s'établir à 444 millions et, après ajustement, il a atteint 454 millions, ayant progressé de 133 millions, ou de 42 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est accru de 85 millions de dollars, ou de 34 %, pour s'établir à 332 millions et, après ajustement, il a atteint 340 millions, ayant progressé de 84 millions, ou de 33 %, par rapport à l'an dernier, en raison surtout d'une forte croissance des revenus, de l'avantage conféré par la réforme fiscale américaine qui s'est répercuté sur l'ensemble du trimestre et d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ces facteurs ayant été en partie annulés par une hausse des charges.

Les revenus ont augmenté de 71 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent, pour se fixer à 1 002 millions, ce qui est essentiellement imputable à l'amélioration des revenus générés par les dépôts et à l'augmentation des volumes de prêts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts a progressé de 1 point de base, pour s'établir à 3,71 %, en raison principalement de

l'augmentation des volumes de prêts et de l'amélioration des marges sur les dépôts, ainsi que d'une hausse des recouvrements d'intérêts, facteurs atténués par la compression des marges sur les prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 40 millions de dollars, ou de 14 %, en raison de l'accroissement des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 31 millions, ou de 5 %, en raison essentiellement de l'augmentation des volumes de prêts et des revenus tirés des dépôts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 5 millions de dollars, ayant diminué de 32 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 12 millions a diminué de 50 millions en raison principalement d'un recouvrement à l'égard des prêts aux particuliers et de la baisse des dotations à la provision dans le portefeuille de prêts aux entreprises. Il y a eu un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 7 millions au cours du trimestre considéré, comparativement à 25 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 11 millions de dollars, ou de 2 %, pour se fixer à 575 millions et, après ajustement, elles se sont élevées à 565 millions, ce qui représente une hausse de 13 millions, ou de 2 %, attribuable à la hausse des frais liés au personnel et des investissements dans les technologies, laquelle a été atténuée par une baisse de la charge liée à la prime d'assurance versée à la Federal Deposit Insurance Corporation.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 7,8 milliards de dollars, ou de 11 %, sur un an, pour s'établir à 80,6 milliards, stimulé par la croissance des prêts aux entreprises de 13 % et l'augmentation des volumes de prêts aux particuliers de 3 %.

Le solde moyen des dépôts a progressé de 10,9 milliards de dollars, ou de 16 %, sur un an pour s'établir à 78,5 milliards, auquel s'ajoute un accroissement de 21 % des volumes des dépôts des entreprises, ce qui traduit le fait que nous demeurons déterminés à développer nos activités de gestion de la trésorerie, et de 12 % des volumes de dépôts des particuliers.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du quatrième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable a progressé de 72 millions de dollars, ou de 19 %, et le bénéfice net ajusté a progressé de 71 millions, ou de 19 %, en regard du trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable a augmenté de 47 millions de dollars, ou de 17 %, ce qui correspond, après ajustement, à une progression de 46 millions, ou de 16 %, cette augmentation étant attribuable à une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, à une baisse des charges et à une hausse des revenus, lesquelles ont été annulées en partie par un élément de la fiscalité américaine à effet favorable au cours du trimestre précédent.

Les revenus se sont accrues de 14 millions de dollars, ou de 1 %. La marge nette d'intérêts s'est accrue de 2 points de base en raison principalement de l'augmentation des volumes de dépôts et de l'amélioration des marges sur les dépôts, ce qui a été partiellement contrebalancé par la compression des marges sur les prêts et la baisse des recouvrements d'intérêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 13 millions de dollars, ou de 4 %, en raison de l'accroissement des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises sont pratiquement identiques à ceux du trimestre précédent, en raison de l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts, laquelle a été annulée en partie par une diminution en matière de recouvrement de frais et d'intérêts.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a accusé une baisse de 55 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 34 millions en raison d'un recouvrement à l'égard des prêts aux particuliers et d'une diminution des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises. Il y a eu un recouvrement de pertes sur créances de 7 millions au cours du trimestre considéré, alors qu'il y a eu une dotation à la provision de 14 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts, avant et après ajustement, ont diminué de 3 %, cette diminution s'étant répercutée sur plusieurs éléments, notamment la baisse de la charge liée à la prime d'assurance versée à la Federal Deposit Insurance Corporation, ce qui a été contrebalancé en partie par une hausse des coûts associés aux technologies.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou de 2 %, stimulé par l'accroissement des volumes de prêts aux entreprises.

Le solde moyen des dépôts a augmenté de 4,8 milliards de dollars, ou de 7 %, ce qui est attribuable à l'augmentation de 13 % des volumes de dépôts des entreprises et de 2 % des volumes de dépôts des particuliers.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2019	T4-2018	T1-2018
Revenus nets d'intérêts	232	210	200
Revenus autres que d'intérêts 1)	1 908	1 361	1 406
Total des revenus 1)	2 140	1 571	1 606
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	926	390	361
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 214	1 181	1 245
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	2	2	1
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	-	1	(2)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	2	3	(1)
Charges autres que d'intérêts 1)	895	882	895
Bénéfice avant impôts sur le résultat	317	296	351
Charge d'impôts sur le résultat	78	77	85
Bénéfice net comptable	239	219	266
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	10	10	10
Bénéfice net ajusté	249	229	276
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	174	192	184
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	184	202	194
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	65	27	82
Croissance du bénéfice net (%)	(10,4)	25,3	(1,1)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(10,1)	21,2	(2,9)
Croissance des revenus (%)	33,3	(6,8)	31,8
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	(2,5)	6,1	2,4
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	-	4,9	4,4
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	0,1	5,6	5,3
Rendement des capitaux propres (%)	15,3	14,1	18,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	15,9	14,7	19,0
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(2,5)	1,2	(2,0)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	(2,6)	0,5	(2,9)
Ratio d'efficacité comptable (%)	41,8	56,2	55,7
Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%)	73,8	74,8	71,9
Ratio d'efficacité ajusté (%)	41,3	55,4	54,9
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	72,8	73,7	70,9
Actifs sous gestion	438 540	438 274	435 504
Actifs sous administration 3)	377 528	382 839	379 664
Actif moyen	38 744	37 510	34 281
Solde moyen brut des prêts et acceptations	22 296	21 559	19 065
Solde moyen net des prêts et acceptations	22 264	21 531	19 032
Solde moyen des dépôts	35 288	33 968	34 008

1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 13 millions de dollars pour le premier trimestre de 2019, de 13 millions pour le quatrième trimestre de 2018 et de 13 millions pour le premier trimestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) Nous avons certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par nous et qui sont inclus dans les actifs sous administration.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est chiffré à 239 millions de dollars, alors qu'il s'est chiffré à 266 millions l'an dernier, et, après ajustement, il a atteint 249 millions, alors qu'il y a un an, il avait atteint 276 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 174 millions et, après ajustement, il a atteint 184 millions, ce qui, dans les deux cas, représente une baisse de 10 millions, ou de 6 %, qui est attribuable à une croissance générée par la progression des revenus tirés des dépôts et des prêts et les actifs nets des nouveaux clients, laquelle a été plus que contrée par l'incidence de la faiblesse des marchés boursiers internationaux et par une diminution des volumes de transactions. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 65 millions, contre 82 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement des variations à effet défavorable des marchés au cours du trimestre considéré alors que les variations des marchés avaient eu un effet favorable un an auparavant.

Les revenus se sont établis à 2 140 millions de dollars, ayant progressé de 534 millions, ou de 33 %, sur un an. Déduction faite des SCVPI, ils ont diminué de 31 millions, ou de 3 %, pour se situer à 1 214 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 102 millions, ayant reculé de 7 millions, ou de 1 %, sur un an en raison des facteurs susmentionnés. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 112 millions, contre 136 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison des facteurs susmentionnés.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 895 millions de dollars. Après ajustement, elles ont totalisé 882 millions, présentant ainsi peu de variation par rapport à l'an dernier, du fait que les investissements dans nos activités ont été atténués par une baisse des charges liées aux revenus et par la gestion des dépenses.

Les actifs sous gestion se sont accrus de 3,0 milliards de dollars, ou de 1 %, sur un an pour se fixer à 438,5 milliards grâce surtout à l'incidence de l'appréciation du dollar américain et à l'accroissement des actifs des clients, lequel a été contré dans une certaine mesure par un repli des marchés boursiers. Les actifs sous administration ont reculé de 2,1 milliards, ou de 1 %, sur un an pour se fixer à 377,5 milliards, à cause surtout de l'incidence du repli des marchés boursiers, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par l'appréciation du dollar américain. Sur un an, le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont augmenté respectivement de 17 % et de 4 % puisque nous poursuivons la diversification de notre combinaison de produits.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du quatrième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable s'est situé à 239 millions de dollars, comparativement à 219 millions pour le trimestre précédent, et après ajustement, il a augmenté de 20 millions, ou de 8 %, pour se fixer à 249 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 174 millions, en comparaison de 192 millions, et après ajustement, il a diminué de 18 millions, ou de 9 %, pour se fixer à 184 millions, à cause essentiellement d'une hausse de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice et du repli des marchés boursiers, ces facteurs ayant été contrebalancés partiellement par une provision pour frais juridiques comptabilisée pour le trimestre précédent. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est élevé à 65 millions, ce qui représente une hausse de 38 millions, ou de 136 %, qui est attribuable à une hausse des sinistres liés à la réassurance au cours du trimestre précédent.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 33 millions de dollars, ou de 3 %, pour s'établir à 1 214 millions. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont situés à 1 102 millions, présentant ainsi peu de variation par rapport au trimestre précédent, étant donné que la croissance générée par la progression des revenus tirés des dépôts et des prêts et les actifs nets des nouveaux clients, et la provision pour frais juridiques comptabilisée pour le trimestre précédent ont été contrebalancées par le repli des marchés boursiers. Les revenus nets d'assurance se sont chiffrés à 112 millions, ce qui représente une hausse de 33 millions, ou de 42 %, qui est attribuable en majeure partie au facteur précité.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 13 millions de dollars, ou de 1 %, pour se situer à 895 millions et, après ajustement, elles ont présenté une hausse de 13 millions, ou de 1 %, pour se situer à 882 millions, en raison surtout d'une hausse de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice, laquelle a été annulée en partie par une diminution des charges liées aux revenus.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, en raison principalement des fluctuations favorables des cours de change. Les actifs sous administration ont diminué de 5,3 milliards, ou de 1 %, à cause principalement de la faiblesse des marchés boursiers. D'un trimestre à l'autre, le solde moyen brut des prêts a progressé de 3 % et le solde moyen des dépôts, de 4 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2019	T4-2018	T1-2018
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	561	493	562
Revenus autres que d'intérêts 1) 2)	571	639	522
Total des revenus (bic) 1) 2)	1 132	1 132	1 084
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	1	(3)	(1)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	14	(4)	(4)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	15	(7)	(5)
Charges autres que d'intérêts 2)	792	765	722
Bénéfice avant impôts sur le résultat	325	374	367
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	70	76	96
Bénéfice net comptable	255	298	271
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	4	9	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	3	2	-
Bénéfice net ajusté	262	309	271
Revenus du secteur Produits de négociation	632	630	651
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	500	502	433
Croissance du bénéfice net (%)	(5,9)	(5,6)	(26,3)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(3,4)	(2,3)	(26,4)
Croissance des revenus (%)	4,4	1,5	(11,0)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	9,8	12,4	(0,4)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	8,6	10,5	(0,3)
Rendement des capitaux propres (%)	9,1	12,2	12,6
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	9,3	12,6	12,6
Levier d'exploitation (bic) (%)	(5,4)	(10,9)	(10,6)
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	(4,2)	(9,0)	(10,7)
Ratio d'efficacité (bic) (%)	70,0	67,6	66,6
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	69,2	66,4	66,6
Actif moyen	340 273	317 655	295 412
Solde moyen brut des prêts et acceptations	56 273	47 972	45 775
Solde moyen net des prêts et acceptations	56 209	47 909	45 708
Solde moyen des dépôts	152 715	143 849	133 555

1) Au premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés depuis les revenus autres que d'intérêts dans les revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.

3) Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha avant impôts de 6 millions de dollars pour le premier trimestre de 2019 et de 12 millions pour le quatrième trimestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

4) Les montants avant impôts de 3 millions de dollars pour le premier trimestre de 2019, de 2 millions pour le quatrième trimestre de 2018 et de néant pour le premier trimestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est situé à 255 millions de dollars et, après ajustement, il s'est situé à 262 millions, contre 271 millions à la fois pour le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions du trimestre considéré. L'augmentation des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, a été plus que compensée par une augmentation des charges, une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et une diminution des revenus du secteur Produits de négociation.

Les revenus se sont établis à 1 132 millions de dollars, ce qui correspond à une progression sur un an de 48 millions, ou de 4 %, soit de 2 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté par suite principalement de la hausse des revenus de commissions de prise ferme et de consultation, ainsi que des revenus liés aux services bancaires aux sociétés. Les revenus du secteur Produits de négociation ont reculé par suite d'une diminution des nouvelles émissions, des profits nets sur les titres et des revenus de négociation, particulièrement ceux tirés de contrats de taux d'intérêt, diminution qui a été compensée en partie par une hausse des revenus découlant de l'acquisition de KGS-Alpha.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 15 millions de dollars alors qu'un recouvrement de 5 millions a été inscrit pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision sur pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 1 million, alors qu'un recouvrement de 1 million a été inscrit pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est élevée à 14 millions pour le trimestre considéré, contre un recouvrement de 4 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont progressé de 70 millions de dollars, ou de 10 %, pour se situer à 792 millions, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont situées à 783 millions, ce qui correspond à une progression de 61 millions, ou de 9 %, soit 6 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les charges autres que d'intérêts ajustées se sont alourdies à cause essentiellement de l'incidence de l'acquisition de KGS-Alpha.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du quatrième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 255 millions de dollars, en comparaison de 298 millions pour le trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 262 millions, en comparaison de 309 millions, par suite essentiellement d'une hausse des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus sont pratiquement les mêmes que ceux générés au trimestre précédent. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont légèrement diminué en raison de l'augmentation des revenus liés aux services bancaires aux sociétés et des revenus de consultation, ce qui a été plus que contrebalancé par la baisse des profits nets sur les titres et des revenus de commissions de prise ferme. Les revenus du secteur Produits de négociation ont légèrement augmenté, par suite essentiellement d'une hausse des revenus de négociation laquelle a été annulée dans une large mesure par une diminution des nouvelles émissions.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 15 millions de dollars en regard d'un recouvrement de 7 millions pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est située à 1 million, alors qu'un recouvrement de 3 millions a été inscrit pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts productifs s'est chiffrée à 14 millions pour le trimestre considéré, en comparaison d'un recouvrement de 4 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 792 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 27 millions, ou de 4 %, et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 783 millions, ce qui correspond à une hausse de 32 millions, ou de 4 %, soit de 3 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté par suite d'une hausse des frais liés au personnel, ce qui est attribuable en majeure partie à la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2019	T4-2018	T1-2018
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(46)	(52)	(47)
Compensation sur une bic des groupes	(67)	(67)	(123)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(113)	(119)	(170)
Revenus autres que d'intérêts	66	77	44
Total des revenus (bic)	(47)	(42)	(126)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	(5)	(1)	-
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(1)	(2)	(1)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(6)	(3)	(1)
Charges autres que d'intérêts	141	(161)	136
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(182)	122	(261)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(107)	(12)	259
Bénéfice net (perte nette) comptable	(75)	134	(520)
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	4	3
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 2)	-	-	425
Avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations 3)	-	(203)	-
Perte nette ajustée	(75)	(65)	(92)

1) Les coûts d'intégration des acquisitions liés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé, à la page 119 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

3) Au quatrième trimestre de 2018, nous avons annoncé des changements à notre régime d'autres avantages futurs du personnel destiné à nos employés au Canada, lesquels ont donné lieu à une réévaluation de l'obligation au titre des prestations et à un profit correspondant de 277 millions de dollars avant impôts comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières, l'approvisionnement, ainsi que les données et les analyses, et l'innovation. T&O assure la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires Particuliers et entreprises, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les dépenses résiduelles non attribuées, ainsi que certains coûts d'intégration des acquisitions et de restructuration des périodes antérieures. Les résultats incluent aussi une charge ponctuelle hors trésorerie découlant de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au premier trimestre de 2018 et l'avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations au cours du quatrième trimestre de 2018.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2018

La perte nette comptable et la perte nette ajustée des Services d'entreprise se sont situées à 75 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à une perte nette comptable de 520 millions et à une perte nette ajustée de 92 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de la charge ponctuelle hors trésorerie de 425 millions imputable à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ajustés ont progressé en raison surtout d'une augmentation des revenus non établis sur une bic, ce qui a été contrebalancé en partie par une majoration des charges. Les résultats comptables ont progressé, en raison essentiellement de la charge comptabilisée un an plus tôt et de l'incidence des facteurs susmentionnés.

Comparaison du premier trimestre de 2019 et du quatrième trimestre de 2018

La perte nette comptable et la perte nette ajustée des Services d'entreprise se sont situées à 75 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à un bénéfice net comptable de 134 millions et à une perte nette ajustée de 65 millions pour le trimestre précédent. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte du profit ponctuel de 203 millions après impôts imputable à la réévaluation d'une obligation au titre des prestations et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour le trimestre précédent. Les résultats ajustés ont reculé en raison d'une majoration des charges, laquelle a été contrée dans une certaine mesure par une hausse du taux de recouvrement d'impôts. Les résultats comptables ont accusé une baisse à cause du profit comptabilisé pour le trimestre précédent et de l'incidence des facteurs susmentionnés.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018	T1-2018	T4-2017	T3-2017	T2-2017
Revenus 1)	6 517	5 893	5 794	5 580	5 638	5 614	5 424	5 707
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	926	390	269	332	361	573	253	708
Revenus, déduction faite des SCVPI 1)	5 591	5 503	5 525	5 248	5 277	5 041	5 171	4 999
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	127	177	177	172	174	s. o.	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 2)	10	(2)	9	(12)	(33)	s. o.	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	137	175	186	160	141	202	126	251
Charges autres que d'intérêts 1)	3 557	3 193	3 359	3 525	3 400	3 339	3 252	3 252
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 897	2 135	1 980	1 563	1 736	1 500	1 793	1 496
Charge d'impôts sur le résultat	387	438	443	317	763	276	408	248
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 510	1 697	1 537	1 246	973	1 224	1 385	1 248
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	4	13	7	2	3	15	13	13
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	24	24	22	23	21	26	28	34
Coûts de restructuration 5)	-	-	-	192	-	41	-	-
Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 6)	-	-	-	-	-	-	(54)	-
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 7)	-	-	-	-	425	-	-	-
Avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations 8)	-	(203)	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 538	1 531	1 566	1 463	1 422	1 306	1 372	1 295
Bénéfice de base par action (\$)	2,28	2,58	2,32	1,87	1,43	1,81	2,05	1,85
Bénéfice dilué par action (\$)	2,28	2,58	2,31	1,86	1,43	1,81	2,04	1,84
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	2,32	2,32	2,36	2,20	2,12	1,94	2,02	1,92

- 1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.
- 2) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Les modifications apportées à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs aux termes de cette méthode ne seront pas considérées comme des éléments d'ajustement. La dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables, à la page 121 du Rapport annuel de BMO pour 2018.
- 3) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.
- 5) La charge de restructuration avant impôts s'est élevée à 260 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2018 et à 59 millions pour le quatrième trimestre de 2017. Les coûts de restructuration sont compris dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 6) La dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement, des Services d'entreprise ne tient pas compte des ajustements du montant de 76 millions de dollars avant impôts de la provision générale pour pertes sur créances du troisième trimestre de 2017.
- 7) Charge de réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour plus d'informations sur son incidence, il y a lieu de se reporter à la section Charge d'impôts sur le résultat, à la page 42 du Rapport annuel de BMO pour 2018.
- 8) Les résultats du quatrième trimestre de 2018 tiennent compte d'un avantage après impôts de 203 millions de dollars (277 millions avant impôts) découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations par suite d'un changement apporté à notre régime d'autres avantages futurs du personnel visant certains employés qui a été annoncé au cours du quatrième trimestre de 2018. Ce montant figure dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

s. o. - sans objet

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 62 et 63 de son Rapport annuel pour 2018.

Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de l'exercice 2017 et le premier trimestre de l'exercice 2019.

Tendances relatives au bénéfice

Les résultats et les mesures de la performance de BMO ont, en général, affiché des tendances à la hausse dans les huit derniers trimestres. L'avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations futures au quatrième trimestre de 2018, la charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis du premier trimestre de l'exercice 2018, les charges de restructuration du deuxième trimestre de 2018 et du quatrième trimestre de 2017 et la diminution de la provision générale au troisième trimestre de 2017 ont influé sur les résultats comptables. Le fait que le montant des sinistres provenant des activités de réassurance de la Gestion de patrimoine pour le quatrième trimestre de 2018 et de 2017 a été élevé a eu un effet à la fois sur les résultats comptables et les résultats ajustés.

Pendant sept des huit derniers trimestres, la croissance sur un an du bénéfice net de PE Canada s'est avérée positive, ce qui reflète en grande partie l'augmentation des revenus, laquelle a découlé de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts. Au cours de chacun des sept derniers trimestres, la croissance du bénéfice net de PE États-Unis s'est avérée positive, ce qui reflète l'augmentation constante des volumes de prêts et de dépôts, la croissance des revenus générés par les dépôts qui découle de la hausse des taux d'intérêt, et l'avantage conféré par la réforme fiscale américaine. Les résultats des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont, en général, démontré une tendance à la hausse et ont varié à cause de la conjoncture des marchés. Les résultats trimestriels liés à l'assurance fluctuent essentiellement en raison de l'incidence des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des sinistres liés à la réassurance. Les résultats de BMO Marchés des capitaux reflètent les conditions de marché, y compris

au premier trimestre de 2019. La performance de 2018 témoigne d'un regain de dynamisme constaté au cours du deuxième semestre de l'exercice, par suite de l'intensification des activités menées pour les clients dont font état les commissions de prise ferme et de consultation. Les résultats des Services d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre, ce qui est en grande partie attribuable à l'inclusion des éléments d'ajustement, qui sont pour la plupart comptabilisés dans les Services d'entreprise.

En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, lorsque des clients nous remboursent certains débours engagés en leur nom, nous comptabilisons ce remboursement dans les revenus. Ces remboursements étaient auparavant portés en diminution des charges correspondantes.

Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9. Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux aux termes de l'IFRS 9 est conforme à la dotation aux provisions spécifiques aux termes de l'IAS 39 des exercices précédents. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a remplacé la dotation à la provision générale pour pertes sur créances aux termes de l'IAS 39. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Pour plus d'informations sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, il y a lieu de se reporter à la note 4 afférente aux états financiers consolidés, à la page 157 du Rapport annuel de BMO pour 2018. En raison de la nature prospective de l'IFRS 9, nous nous attendons à ce que la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de la Banque varie davantage.

Exprimée en pourcentage du solde net des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a été relativement stable malgré une certaine fluctuation d'un trimestre à l'autre. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux sur le solde net des prêts et acceptations diminue depuis le quatrième trimestre de 2017 et a continué de diminuer au cours du premier trimestre de 2019, en raison principalement d'un recouvrement.

Le taux d'impôt effectif a varié, car il dépend des modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons des activités, et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 31 janvier 2019, le total des actifs atteignait 806,6 milliards de dollars, ayant augmenté de 32,5 milliards en regard du 31 octobre 2018. L'affaiblissement du dollar américain à la clôture du trimestre a conduit à une diminution des actifs de 1,0 milliard, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 15,8 milliards de dollars, et ce, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Le solde net des prêts a augmenté de 14,0 milliards, ce qui est largement attribuable à une hausse de 13,2 milliards des prêts aux entreprises et aux administrations publiques imputable à l'augmentation des volumes de prêts de BMO Marchés des capitaux ainsi que de PE États-Unis et de PE Canada. Les valeurs mobilières se sont accrues de 7,8 milliards, traduisant principalement une hausse des soldes de BMO Marchés des capitaux et l'accroissement des activités de gestion de la trésorerie. Les engagements de clients aux termes d'acceptations ont augmenté de 2,9 milliards par suite d'une hausse des soldes de BMO Marchés des capitaux et d'un accroissement au Canada des prêts aux entreprises. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont reculé de 2,3 milliards de dollars à cause, entre autres, de la baisse des soldes détenus auprès des banques centrales. Tous les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, ont diminué de 0,2 milliard.

Les passifs se sont alourdis de 30,9 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2018. La dépréciation du dollar américain les a faits diminuer de 1,0 milliard, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations du dollar américain. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 21,2 milliards de dollars en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les dépôts se sont accrues de 12,0 milliards, ce qui reflète la progression des dépôts des particuliers pour l'ensemble des groupes d'exploitation. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 6,3 milliards, les dépôts de banques ont augmenté de 3,0 milliards et les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont augmenté de 2,7 milliards. Les engagements de clients aux termes d'acceptations ont augmenté de 2,9 milliards. Les autres passifs, exclusion faite des passifs financiers dérivés, ont diminué de 3,1 milliards.

Les actifs financiers dérivés ont reculé de 4,6 milliards de dollars et les passifs financiers dérivés, de 1,2 milliard, ce qui tient compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. La diminution des actifs financiers dérivés est attribuable à la baisse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur titres de participation, des contrats sur produits de base et des contrats sur taux d'intérêt. La diminution des passifs financiers dérivés est attribuable à la baisse de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt et des contrats de change, facteur partiellement annulé par la hausse de la juste valeur des contrats sur titres de participation et des contrats sur produits de base.

Le total des capitaux propres a augmenté de 1,6 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2018. Le cumul des autres éléments du résultat global a grimpé de 0,9 milliard en raison essentiellement de l'incidence de la baisse des taux d'intérêt sur les couvertures de flux de trésorerie. Les résultats non distribués ont augmenté de 0,7 milliard par suite du bénéfice net gagné au cours du trimestre à l'étude, ce qui a été atténué par les dividendes et les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites à la page 36 du Rapport aux actionnaires.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2018 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 206 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 77 de son Rapport annuel pour 2018. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport annuel pour 2018 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2018 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 117 à 121 ainsi qu'aux pages 148 à 153 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre **meilleure** estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux pages 117 et 118 et à la note 4 afférente à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 157 à 164 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquelles reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique anticipée, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques. Le scénario de référence et le scénario défavorable sont également décrits ci-après et sont pourvus actuellement des pondérations probabilistes les plus élevées. La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques, à la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision, à la croissance du portefeuille et à la qualité du crédit du portefeuille.

Comme il a été déterminé au quatrième trimestre de 2018, selon notre scénario de référence, il est prévu que l'économie canadienne connaîtra une croissance modérée de 1,7 % en moyenne au cours de la période visée par les prévisions, laquelle concorde avec la croissance potentielle à long terme, le taux de chômage baissant légèrement à 5,6 % en 2020. L'économie américaine croît un peu plus rapidement que l'économie canadienne, à un rythme moyen de 2,1 % au cours de la période visée par les prévisions, en raison des mesures de relance budgétaire à court terme. Bien que les prévisions à l'égard du PIB ou du taux de chômage n'aient pratiquement pas changé d'un trimestre à l'autre, les provisions pour le trimestre ont été plus élevées à cause du fait que les variables anticipées relatives aux marchés financiers seront faibles, notamment l'écart de rendement des obligations de sociétés à 10 ans, cotées BBB, et d'une réduction de la pondération du scénario favorable en raison de l'incertitude conjoncturelle.

La provision liée aux prêts productifs de 10 millions de dollars du trimestre considéré tient compte de l'augmentation attribuable à la détérioration prévue des conditions des marchés financiers, de la réduction de la pondération du scénario favorable et de la croissance du portefeuille, ces facteurs ayant été atténués en majeure partie par l'incidence de l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille.

Comme il a été établi au trimestre précédent, les prévisions économiques aux termes du scénario défavorable font état d'une récession typique au Canada et aux États-Unis, laquelle se produit au cours de la première année de notre horizon de prévision et se traduit par une contraction de l'économie d'environ 3 % sur cinq trimestres et une hausse de plus de 3 points de pourcentage du taux de chômage, qui atteint 9,5 % au Canada et 7,0 % aux États-Unis, suivie d'une lente reprise, initialement, puis d'une croissance plus modeste vers la fin de la période visée par les prévisions. En cas de récession, les résultats réels différeront puisque la composition de notre portefeuille changera en raison des migrations, de la croissance, des mesures visant à atténuer les risques et d'autres facteurs. En outre, notre provision reflétera les trois scénarios économiques employés pour évaluer la provision, les pondérations liées aux scénarios défavorables et favorables étant souvent inégales, et les pondérations varieront au fil du temps.

Dans le cas où le scénario de référence et le scénario défavorable se concrétiseraient intégralement, les scénarios révisés n'auraient qu'un effet négligeable sur notre évaluation de la provision liée aux prêts productifs au 31 janvier 2019 comparativement au 31 octobre 2018.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le premier trimestre de 2019 s'est élevée à 137 millions de dollars, ce qui comprend 127 millions pour les prêts douteux et 10 millions pour les prêts productifs. Notre provision liée aux prêts productifs et aux prêts douteux s'établissait à 1 887 millions au 31 janvier 2019.

Modifications de méthodes comptables

Depuis le 1^{er} novembre 2018, nous avons adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), qui traite des principes de la comptabilisation des produits des activités ordinaires et établit un cadre rigoureux pour la comptabilisation et l'évaluation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Nous avons choisi de retraiter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS avait toujours été appliquée. De plus, l'IFRS 15 met en œuvre de nouvelles dispositions relatives aux informations à fournir en ce qui a trait à la comptabilisation selon l'IFRS 15 des produits des activités ordinaires par secteur opérationnel. La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements au sujet de l'incidence de cette nouvelle norme.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO est à l'affût des changements éventuels que propose l'International Accounting Standards Board (IASB) et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. Les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, sont décrites à la page 121 du Rapport annuel de BMO pour 2018 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 152 et 153 de ce même rapport ainsi qu'à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités figurant à la page 46.

Instruments financiers désignés

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié en 2012 un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (Enhanced Disclosure Task Force (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Aucun changement important n'a été apporté aux informations fournies figurant à la page 76 de notre Rapport annuel pour 2018.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique intérieure (BISⁱ)

En mars 2013, le BSIF a émis des lignes directrices désignant les six plus grandes banques canadiennes, parmi lesquelles figure BMO, comme étant des banques d'importance systémique intérieure.

En tant que BISⁱ, le BSIF exige que nous présentions annuellement les 12 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation des BIS^m. Ces indicateurs évaluent l'incidence que la faillite d'une banque aurait sur le système financier et l'économie à l'échelle mondiale. Ces indicateurs reflètent la taille des banques, leur interdépendance, l'absence d'une infrastructure de rechange pour ce qui est des services qu'elles fournissent, leurs activités sur la scène internationale et leur complexité. La méthode préconisée est décrite dans le document intitulé *Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie révisée d'évaluation et exigence additionnelle de capacité d'absorption des pertes* que le CBCB a publié en juillet 2013. Conformément à cette méthode, les indicateurs sont calculés en fonction des directives spécifiques du CBCB. Par conséquent, les mesures utilisées pourraient ne pas être fondées sur la plus récente version de Bâle III. Ainsi, les valeurs pourraient ne pas correspondre à d'autres mesures figurant dans le présent rapport.

Les valeurs des indicateurs sont présentées selon les exigences réglementaires concernant la consolidation, et c'est pourquoi l'information sur les activités d'assurance et autres activités non bancaires n'est incluse que dans la mesure où elle l'est également aux fins de consolidation du groupe qu'exige la réglementation. Ce niveau de consolidation diffère de celui utilisé aux fins d'établissement des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats pourraient ne pas être comparables aux autres informations figurant aux présentes.

Les fluctuations des valeurs des indicateurs subies d'un exercice à l'autre traduisent les variations qui surviennent dans le cours normal des activités commerciales.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique intérieure (BIS¹) (en millions de dollars canadiens)

Au 31 octobre

Section	Indicateurs	2018	2017
A. Activité transfrontière	1. Créances transfrontières	371 301	307 717
	2. Engagements transfrontières	286 614	249 228
B. Taille	3. Expositions totales telles qu'elles ont été définies pour le calcul du ratio de levier de Bâle III	885 217	804 817
C. Interdépendance	4. Actifs dans le système financier	144 065	134 581
	5. Passifs dans le système financier	76 064	65 165
	6. Encours de titres	264 402	241 320
D. Substituabilité / Infrastructure financière	7. Activités de paiement 1)	26 238 057	23 722 831
	8. Actifs sous conservation	206 913	178 020
	9. Prises fermes sur les marchés obligataires et boursiers	65 258	68 690
E. Complexité	10. Montant notionnel des instruments dérivés négociés de gré à gré	5 484 395	4 536 610
	11. Titres détenus à des fins de négociation, titres à la juste valeur par le biais du résultat net et titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global 2)	48 961	46 283
	12. Actifs de niveau 3	2 150	1 778

1) Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'un correspondant bancaire.

2) Les chiffres de l'exercice 2017 portent sur les titres détenus à des fins de négociation et disponibles à la vente.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Le 22 décembre 2017, la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act* (la « loi ») a été promulguée aux États-Unis. Le département du Trésor des États-Unis a publié tout dernièrement, en décembre 2018, un projet de règlement sur l'interprétation de la loi. Nous continuons de suivre de près l'évolution de la réglementation fiscale ainsi que du projet de règlement, à savoir les modifications ou les directives dont il pourrait faire l'objet.

De plus, nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement, et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 69, 79, 100 et 112 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour évaluer, surveiller et gérer les risques de crédit et de contrepartie, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 78 à 116 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits aux pages 79 à 81 du Rapport annuel de BMO pour 2018, et ceux-ci n'ont pas changé de manière significative. En lien avec l'intention annoncée par le Royaume-Uni de quitter l'Union européenne (UE) le 29 mars 2019 (Brexit), la restructuration de nos activités en Europe continue de bien progresser et vise à continuer à servir nos clients et contreparties européens tout en respectant les nouvelles exigences réglementaires qui pourraient découler du retrait du Royaume-Uni de l'UE. En plus de nous attaquer aux modifications qui touchent nos clients, nous examinons les aspects du Brexit qui influent sur notre personnel, nos fournisseurs et notre accès à l'infrastructure du marché.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 95 à 99 de son Rapport annuel pour 2018.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

	Au 31 janvier 2019				Au 31 octobre 2018				
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
(en millions de dollars canadiens)		Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)			Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 470	-	40 470	-	42 142	-	42 142	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 609	728	6 881	-	8 305	250	8 055	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	188 476	101 302	87 174	-	180 935	99 561	81 374	-	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	100 699	-	100 699	-	85 051	-	85 051	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	397 604	-	397 604	-	383 991	-	383 991	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	21 633	19 659	1 974	-	26 204	24 401	1 803	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	21 529	-	21 529	-	18 585	-	18 585	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	28 577	-	13 737	14 840	28 862	-	13 856	15 006	Taux d'intérêt
Total des actifs	806 597	121 689	670 068	14 840	774 075	124 212	634 857	15 006	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	532 199	15 136	517 063	-	520 928	14 186	506 742	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	23 188	21 298	1 890	-	24 411	21 380	3 031	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	21 529	-	21 529	-	18 585	-	18 585	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	30 407	30 407	-	-	28 804	28 804	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	87 783	-	87 783	-	66 684	-	66 684	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	57 322	-	57 165	157	62 160	-	62 037	123	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	6 820	-	6 820	-	6 782	-	6 782	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	759 248	66 841	692 250	157	728 354	64 370	663 861	123	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a augmenté de 2,5 millions de dollars en regard du trimestre précédent sous l'effet de la hausse de l'exposition au risque de crédit, au risque lié au cours des actions et au risque de taux d'intérêt découlant des activités menées par les clients, ce qui inclut l'incidence de l'acquisition de KGS-Alpha. La VaR a également progressé en raison d'une hausse de la volatilité des données historiques utilisées aux fins des calculs, en raison des variations du marché au cours du trimestre.

La moyenne de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a progressé de 14,7 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, ce qui découle des activités menées par les clients, comme il en a été question ci-dessus.

La hausse de 5,6 millions de dollars de la VaR et de 25,3 millions de la VaR en période de tension d'un exercice à l'autre est attribuable aux mêmes facteurs que ceux qui sont indiqués ci-dessus.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension 1) 2)

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019				Au 31 octobre 2018	Au 31 janvier 2018
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	2,3	1,5	3,2	0,6	1,7	0,5
VaR liée aux actions	4,8	5,4	8,0	4,0	3,9	3,6
VaR liée au change	0,5	0,7	1,4	0,3	0,5	0,8
VaR liée aux taux d'intérêt	5,9	6,9	10,0	5,1	5,9	5,2
VaR liée au crédit	5,9	6,1	7,9	5,1	4,5	1,8
Diversification	(11,3)	(9,2)	n. s.	n. s.	(7,6)	(6,1)
Total de la VaR – Négociation	8,1	11,4	17,2	7,6	8,9	5,8
Total de la VaR en période de tension – Négociation	36,9	48,3	69,6	33,8	33,6	23,0

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

n. s. – non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt est demeurée relativement inchangée par rapport au 31 octobre 2018. L'avantage, du point de vue de la valeur économique structurelle, d'une baisse des taux d'intérêt s'est amenuisé en regard du 31 octobre 2018, en raison de la baisse des taux d'intérêt à long terme, faisant en sorte que les taux de certains dépôts des clients peuvent maintenant chuter de manière moins importante. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt et l'exposition du résultat à une baisse des taux d'intérêt ont diminué par rapport au 31 octobre 2018, car au 31 janvier 2019, il est prévu qu'un moins grand nombre d'actifs nets seront réévalués au cours des 12 prochains mois.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2)

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (avant impôts)		
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Hausse de 100 points de base	(925,5)	(1 079,2)	(1 111,7)	76,8	136,5	73,1
Baisse de 100 points de base	111,0	626,5	467,4	(152,8)	(304,1)	(315,3)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2019 donnerait lieu à une augmentation de 32 millions de dollars du résultat avant impôts (37 millions au 31 octobre 2018). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2019 donnerait lieu à une diminution de 35 millions du résultat avant impôts (37 millions au 31 octobre 2018). Une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 janvier 2019 entraînerait une diminution du résultat avant impôts de 49 millions (44 millions au 31 octobre 2018). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 janvier 2019 entraînerait une augmentation du résultat avant impôts de 47 millions (42 millions au 31 octobre 2018). L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur de nos passifs au titre des indemnités étant comptabilisée au poste Autres passifs du bilan consolidé. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 236,0 milliards de dollars au 31 janvier 2019, contre 242,6 milliards au 31 octobre 2018. La baisse des actifs liquides non grevés est attribuable à la diminution des soldes de la trésorerie et à l'accroissement des activités de financement garanti. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par BMO Harris Bank, notre entité bancaire américaine, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'il évalue la solidité de sa position de liquidité, BMO ne se fie pas aux facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau portant sur les actifs grevés, à la page 33, indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides

	Au 31 janvier 2019					Au 31 octobre 2018
(en millions de dollars canadiens)	Valeurs comptables / Actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 470	-	40 470	1 995	38 475	40 487
Dépôts à d'autres banques	7 609	-	7 609	-	7 609	8 305
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	172 760	28 174	200 934	115 078	85 856	78 158
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	37 236	391	37 627	16 753	20 874	19 767
Titres de créance d'entreprises et autres	24 650	11 845	36 495	6 224	30 271	27 972
Titres de participation d'entreprises	54 529	27 909	82 438	53 554	28 884	42 805
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	289 175	68 319	357 494	191 609	165 885	168 702
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	25 940	-	25 940	1 929	24 011	25 118
Total des actifs liquides	363 194	68 319	431 513	195 533	235 980	242 612
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	67 833	-	67 833	662	67 171	63 369
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	431 027	68 319	499 346	196 195	303 151	305 981

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 31 janvier 2019.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts de la Banque qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

Actifs grevés (en millions de dollars canadiens)

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 janvier 2019					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	48 079	-	1 995	-	46 084
Valeurs mobilières 5)	383 434	160 801	32 737	11 418	178 478
Prêts	371 664	69 385	662	234 446	67 171
Autres actifs					
Instruments dérivés	21 633	-	-	21 633	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	21 529	-	-	21 529	-
Bureaux et matériel	1 971	-	-	1 971	-
Écart d'acquisition	6 388	-	-	6 388	-
Immobilisations incorporelles	2 285	-	-	2 285	-
Actifs d'impôt exigible	1 469	-	-	1 469	-
Actifs d'impôt différé	1 813	-	-	1 813	-
Actifs divers	14 651	2 663	-	11 988	-
Total des autres actifs	71 739	2 663	-	69 076	-
Total des actifs	874 916	232 849	35 394	314 940	291 733

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 octobre 2018					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	50 447	-	1 655	-	48 792
Valeurs mobilières 5)	352 884	127 211	31 853	10 580	183 240
Prêts	356 126	73 553	660	218 544	63 369
Autres actifs					
Instruments dérivés	26 204	-	-	26 204	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	18 585	-	-	18 585	-
Bureaux et matériel	1 986	-	-	1 986	-
Écart d'acquisition	6 373	-	-	6 373	-
Immobilisations incorporelles	2 272	-	-	2 272	-
Actifs d'impôt exigible	1 515	-	-	1 515	-
Actifs d'impôt différé 6)	2 039	-	-	2 039	-
Actifs divers 6)	14 677	2 509	-	12 168	-
Total des autres actifs	73 651	2 509	-	71 142	-
Total des actifs	833 108	203 273	34 168	300 266	295 401

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 11,4 milliards de dollars au 31 janvier 2019, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.

5) Comprennent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

6) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée.

Le tableau ci-après présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019, le RLCT moyen quotidien a été de 138 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le ratio du RLCT moyen a baissé en regard de celui de 145 % enregistré pour le trimestre précédent en raison d'une augmentation des sorties nettes de trésorerie, en partie compensée par une hausse des actifs liquides de haute qualité. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et de négociation ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides à la page 32.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la page 100 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Ratio de liquidité à court terme

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)
Trimestre clos le 31 janvier 2019

	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	161,8
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	172,6	10,7
Dépôts stables	93,9	2,8
Dépôts moins stables	78,7	7,9
Financement de gros non garanti, dont :	172,3	93,4
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	69,6	17,3
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	71,2	44,6
Dettes non garanties	31,5	31,5
Financement de gros garanti	*	23,3
Exigences supplémentaires, dont :	141,0	31,2
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	8,2	4,5
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	3,4	3,4
Facilités de crédit et de liquidité	129,4	23,3
Autres obligations de financement contractuelles	0,9	-
Autres obligations de financement conditionnelles	393,8	6,7
Total des sorties de trésorerie	*	165,3
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	152,5	27,8
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	8,4	5,0
Autres entrées de trésorerie	15,1	15,1
Total des entrées de trésorerie	176,0	47,9
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		161,8
Total des sorties nettes de trésorerie		117,4
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		138

Trimestre clos le 31 octobre 2018

	Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité	155,0
Total des sorties nettes de trésorerie	106,9
Ratio de liquidité à court terme (%)	145

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 62 jours ouvrables au premier trimestre de 2019.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 341,7 milliards de dollars au 31 janvier 2019, en hausse comparativement à 329,2 milliards au 31 octobre 2018, du fait d'une forte croissance des dépôts. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels en guise de soutien de certaines activités de négociation. Au 31 janvier 2019, ces dépôts se chiffraient à 33,4 milliards.

Au 31 janvier 2019, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 196,0 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 60,5 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 135,5 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a diminué en regard de celui de 203,3 milliards au 31 octobre 2018 en raison principalement des échéances du financement de gros. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau ci-après. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la page 36. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 236,0 milliards au 31 janvier 2019 et qui, tel qu'il est décrit à la page 32, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

En avril 2018, le gouvernement du Canada a publié le règlement final sur le régime de recapitalisation interne des banques au Canada (le régime de recapitalisation interne), qui est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Les créances admissibles aux fins de recapitalisation interne comprennent la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est

supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. BMO est tenu de respecter les exigences minimales relatives au ratio TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. Nous ne nous attendons pas à ce que le régime de recapitalisation interne du Canada et les exigences relatives à la TLAC aient une incidence importante sur notre plan de financement. Pour de plus amples renseignements sur le régime de capitalisation interne des banques au Canada et les exigences relatives à la TLAC, il y a lieu de se reporter à la section Faits nouveaux en matière de réglementation sous Gestion du capital, à la page 12.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes et de marges de crédit sur valeur automobile et domiciliaire, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité de gestion du capital et du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros (en millions de dollars canadiens) 1)

	Au 31 janvier 2019								Au 31 octobre 2018
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Au 31 janvier 2019									
Dépôts d'autres banques	5 271	247	21	102	5 641	–	9	5 650	4 977
Certificats de dépôt et papier commercial	11 180	18 008	16 220	16 335	61 743	1 781	–	63 524	68 318
Billets de dépôt au porteur	335	229	25	–	589	–	–	589	576
Papier commercial adossé à des actifs	1 457	2 400	1 034	–	4 891	–	–	4 891	3 586
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	1 400	3 468	3 052	7 920	11 670	35 483	55 073	55 753
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	13	–	–	7	20	12	3 675	3 707	3 693
Obligations couvertes et titrisations									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	475	526	1 137	2 138	3 368	12 311	17 817	18 203
Obligations couvertes	–	–	1 503	2 254	3 757	3 631	17 678	25 066	25 263
Autres titrisations adossées à des actifs 3)	–	–	–	1 164	1 164	289	4 770	6 223	6 930
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	6 962	6 962	6 841
Autres 4)	–	3 644	–	–	3 644	–	2 889	6 533	9 185
Total	18 256	26 403	22 797	24 051	91 507	20 751	83 777	196 035	203 325
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	1 457	6 519	3 063	4 555	15 594	7 288	37 648	60 530	63 167
Financement non garanti	16 799	19 884	19 734	19 496	75 913	13 463	46 129	135 505	140 158
Total 5)	18 256	26 403	22 797	24 051	91 507	20 751	83 777	196 035	203 325

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la page 36, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit et automobiles.

4) Avances des FHLB.

5) Le total du financement de gros était constitué de 47,6 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 148,4 milliards de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 31 janvier 2019.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs. Le BSIF a publié des lignes directrices sur la mise en œuvre à l'échelle nationale du RSLLT en 2019. En vertu de ces directives, les banques d'importance systémique intérieure au Canada seraient tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 % à compter du 1^{er} janvier 2020 et de rendre public le RSLLT à compter du trimestre clos le 31 janvier 2021. De plus, en février 2019, le BSIF a publié des projets de révision du ratio de liquidité à court terme (RLCT) et d'autres paramètres de liquidité en vertu de la ligne directrice sur les normes de liquidité, dont la date cible de mise en œuvre est le 1^{er} janvier 2020.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 débutant à la page 167 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Moody's, Standard & Poor's (S&P), Fitch et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO.

Le 1^{er} février 2019, par suite de la mise en œuvre des règles portant sur la recapitalisation interne des banques au Canada, Fitch a abaissé la note de soutien des banques d'importance systémique intérieure (BIS) au Canada, la faisant passer de « 5 » à « 2 », et la note de soutien plancher de BBB- à « aucun plancher ». Le fait que Fitch ait revu à la baisse sa position relative au soutien des gouvernements souverains n'a aucune incidence sur la probabilité de défaillance de l'émetteur, sur les notes de viabilité ou sur les notes de crédit de l'émetteur pour les BISⁱ, y compris BMO. Les cotes de Fitch pour la dette de premier rang de BMO et l'ancienne dette de premier rang demeurent inchangées à AA.

Au 31 janvier 2019

Agence de notation	Dette à court terme	Dette de premier rang 1)	Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang 2)	Dette subordonnée-FPUNV	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA-	A+	Stable
DBRS	R-1(élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

- 1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne). Définie comme dette non garantie subordonnée de premier rang par Moody's, comme dette de premier rang admissible au régime de recapitalisation interne par S&P, comme dette non garantie de premier rang par Fitch et comme dette de premier rang admissible au régime de recapitalisation interne par DBRS.
- 2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne). Définie comme dette non garantie de premier rang par Moody's et par S&P, comme dette privilégiée de premier rang par Fitch et comme ancienne dette de premier rang par DBRS.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant.

Au 31 janvier 2019, si les cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 112 millions de dollars, 410 millions et 622 millions, respectivement.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2019

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 509	-	-	-	-	-	-	-	961	40 470
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 839	1 701	1 206	169	681	13	-	-	-	7 609
Valeurs mobilières	3 880	3 297	6 545	3 756	7 217	15 435	43 275	61 268	43 803	188 476
Titres pris en pension ou empruntés	77 095	17 431	5 479	611	83	-	-	-	-	100 699
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 534	2 861	6 095	4 714	3 897	25 993	63 744	11 201	-	120 039
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	633	705	1 133	796	883	5 749	19 809	9 974	23 559	63 241
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 187	8 187
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	12 636	7 830	7 469	5 715	5 219	20 986	82 239	13 735	51 936	207 765
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 628)	(1 628)
Total des prêts, déduction faite de la provision	14 803	11 396	14 697	11 225	9 999	52 728	165 792	34 910	82 054	397 604
Autres actifs										
Instruments dérivés	1 291	1 699	1 186	594	1 528	2 684	4 764	7 887	-	21 633
Engagements de clients aux termes d'acceptations	18 419	2 966	90	54	-	-	-	-	-	21 529
Divers	1 977	345	363	58	16	13	11	4 699	21 095	28 577
Total des autres actifs	21 687	5 010	1 639	706	1 544	2 697	4 775	12 586	21 095	71 739
Total des actifs	160 813	38 835	29 566	16 467	19 524	70 873	213 842	108 764	147 913	806 597

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2019

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	16 081	6 986	3 511	106	304	131	-	-	3 727	30 846
Entreprises et administrations publiques	21 523	25 526	25 600	11 215	18 088	18 553	51 623	12 179	130 122	314 429
Particuliers	2 606	6 183	7 462	9 578	12 492	13 722	15 788	2 263	116 830	186 924
Total des dépôts	40 210	38 695	36 573	20 899	30 884	32 406	67 411	14 442	250 679	532 199
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 621	2 219	1 355	884	2 270	2 900	5 285	6 654	-	23 188
Acceptations	18 419	2 966	90	54	-	-	-	-	-	21 529
Titres vendus à découvert	30 407	-	-	-	-	-	-	-	-	30 407
Titres mis en pension ou prêtés	80 870	4 951	1 889	73	-	-	-	-	-	87 783
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	-	511	534	618	1 565	4 640	13 013	3 088	-	23 969
Divers	7 837	4 044	48	49	211	599	3 142	2 041	15 382	33 353
Total des autres passifs	139 154	14 691	3 916	1 678	4 046	8 139	21 440	11 783	15 382	220 229
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	-	6 820	-	6 820
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	47 349	47 349
Total des passifs et des capitaux propres	179 364	53 386	40 489	22 577	34 930	40 545	88 851	33 045	313 410	806 597

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2019

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	870	5 039	11 224	9 768	9 337	20 539	88 268	2 616	-	147 661
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	5 094	-	-	-	5 094
Contrats de location simple	32	68	102	101	95	352	764	1 611	-	3 125
Prêt de titres	4 694	-	-	-	-	-	-	-	-	4 694
Obligations d'achat	51	99	146	152	147	438	179	77	-	1 289

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2018	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 162	–	–	–	–	–	–	–	980	42 142
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 964	1 717	1 037	457	112	18	–	–	–	8 305
Valeurs mobilières	4 522	4 283	5 049	7 749	4 943	11 854	32 480	56 004	54 051	180 935
Titres pris en pension ou empruntés	67 804	12 732	2 490	1 781	191	53	–	–	–	85 051
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 782	1 848	4 343	6 306	4 769	24 522	64 636	11 414	–	119 620
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	607	440	1 026	1 143	943	5 414	19 910	9 812	23 930	63 225
Prêts sur cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	8 329	8 329
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 088	5 921	7 126	6 779	6 218	19 543	75 099	12 247	48 435	194 456
Provision pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 639)	(1 639)
Total des prêts, déduction faite de la provision	15 477	8 209	12 495	14 228	11 930	49 479	159 645	33 473	79 055	383 991
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 040	3 385	1 645	1 012	807	3 407	6 074	7 834	–	26 204
Engagements de clients aux termes d'acceptations	16 529	1 988	65	3	–	–	–	–	–	18 585
Divers	1 740	506	189	26	6	17	20	4 824	21 534	28 862
Total des autres actifs	20 309	5 879	1 899	1 041	813	3 424	6 094	12 658	21 534	73 651
Total des actifs	154 238	32 820	22 970	25 256	17 989	64 828	198 219	102 135	155 620	774 075

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2018	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	16 966	6 032	1 200	227	106	–	–	–	3 376	27 907
Entreprises et administrations publiques	23 524	32 231	22 713	15 893	8 629	22 418	48 684	11 809	126 276	312 177
Particuliers	2 582	6 455	7 953	7 619	10 536	11 736	16 327	2 582	115 054	180 844
Total des dépôts	43 072	44 718	31 866	23 739	19 271	34 154	65 011	14 391	244 706	520 928
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 499	2 456	1 616	913	639	3 831	6 335	7 122	–	24 411
Acceptations	16 529	1 988	65	3	–	–	–	–	–	18 585
Titres vendus à découvert	28 804	–	–	–	–	–	–	–	–	28 804
Titres mis en pension ou prêtés	63 496	2 249	8	931	–	–	–	–	–	66 684
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	1 044	1 084	475	512	588	4 912	13 398	3 038	–	25 051
Divers	8 548	5 568	44	34	184	789	4 455	1 905	15 582	37 109
Total des autres passifs	119 920	13 345	2 208	2 393	1 411	9 532	24 188	12 065	15 582	200 644
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	–	6 782	–	6 782
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	45 721	45 721
Total des passifs et des capitaux propres	162 992	58 063	34 074	26 132	20 682	43 686	89 199	33 238	306 009	774 075

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2018	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 472	3 610	6 892	9 620	11 345	21 056	84 295	3 144	–	141 434
Concours de trésorerie	–	–	–	–	–	–	5 627	–	–	5 627
Contrats de location simple	34	70	99	101	100	358	770	1 210	–	2 742
Prêt de titres	4 939	–	–	–	–	–	–	–	–	4 939
Obligations d'achat	56	388	153	155	158	615	186	82	–	1 793

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 93 et 94 de son Rapport annuel pour 2018. Nos expositions dans les pays européens au 31 janvier 2019 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux ci-dessous indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie (en millions de dollars canadiens) 1)

Au 31 janvier 2019

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
Pays GIPE									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	163	-	-	-	-	3	189	-	192
Italie	14	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	162	-	3	-	3	-	-	-	-
Total – pays GIPE	339	-	3	-	3	3	189	-	192
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)									
France	245	74	-	166	240	58	22	-	80
Allemagne	375	353	27	6 297	6 677	19	12	-	31
Pays-Bas	338	420	11	-	431	6	60	-	66
Autres 8)	218	-	2	270	272	3	11	1	15
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	1 176	847	40	6 733	7 620	86	105	1	192
Reste de l'Europe									
Norvège	-	237	-	101	338	1	-	-	1
Suède	360	366	1	-	367	-	2	3	5
Suisse	7	186	1	312	499	3	-	-	3
Royaume-Uni	1 108	35	559	6 422	7 016	49	170	25	244
Autres 8)	178	-	-	-	-	87	14	42	143
Total – reste de l'Europe	1 653	824	561	6 835	8 220	140	186	70	396
Total – Europe 9)	3 168	1 671	604	13 568	15 843	229	480	71	780

Au 31 octobre 2018

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
Total – pays GIPE	321	-	44	-	44	27	138	-	165
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	1 081	738	47	5 095	5 880	61	153	30	244
Total – reste de l'Europe	1 566	673	646	4 232	5 551	112	161	76	349
Total – Europe 9)	2 968	1 411	737	9 327	11 475	200	452	106	758

Voir les notes du tableau ci-après.

Expositions aux prêts en Europe par pays et par contrepartie (en millions de dollars canadiens) 1)

Pays	Prêts 2)						
	Tranche financée au 31 janvier 2019			Au 31 janvier 2019		Au 31 octobre 2018	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIIPE							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	163	-	175	163	5	5
Italie	14	-	-	14	14	15	15
Portugal	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	138	24	-	210	162	318	301
Total – pays GIIPE	152	187	-	399	339	338	321
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)							
France	179	66	-	292	245	186	136
Allemagne	239	136	-	424	375	522	461
Pays-Bas	140	198	-	445	338	443	298
Autres 8)	81	137	-	292	218	313	186
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	639	537	-	1 453	1 176	1 464	1 081
Reste de l'Europe							
Norvège	-	-	-	-	-	687	323
Suède	34	326	-	841	360	87	28
Suisse	7	-	-	68	7	303	244
Royaume-Uni	6	1 102	-	2 053	1 108	1 638	942
Autres 8)	40	138	-	406	178	548	29
Total – reste de l'Europe	87	1 566	-	3 368	1 653	3 263	1 566
Total – Europe 9)	878	2 290	-	5 220	3 168	5 065	2 968

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 janvier 2019 :

- Une sûreté de 1,4 milliard d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (448 millions d'euros dans les pays GIIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 175 millions d'euros.
- Des garanties de 8,5 milliards de dollars (145 millions de dollars dans les pays GIIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts.

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les placements d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 184 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIIPE n'était en vigueur au 31 janvier 2019 (*inclut une position nette de 132 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 16 % d'entités domiciliées dans les pays GIIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (35 milliards de dollars en Europe au 31 janvier 2019).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 11 millions de dollars au 31 janvier 2019 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) L'exposition dans les autres pays de la zone euro est répartie entre 4 pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars. L'exposition dans les autres pays d'Europe est répartie entre 5 pays.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 97 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's ou S&P avait attribué une cote de Aa2 ou AA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	4 795 \$	4 486 \$	3 705 \$
Valeurs mobilières (note 2)	1 314	1 186	928
Dépôts à d'autres banques	222	206	122
	6 331	5 878	4 755
Charges d'intérêts			
Dépôts	2 079	1 881	1 201
Dette subordonnée	70	61	53
Autres passifs	1 010	921	626
	3 159	2 863	1 880
Revenus nets d'intérêts	3 172	3 015	2 875
Revenus autres que d'intérêts (note 1)			
Commissions et droits sur titres	248	256	261
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	291	290	276
Revenus de négociation	93	131	88
Commissions sur prêts	277	266	247
Frais de services de cartes	105	111	88
Frais de gestion de placements et de garde de titres	428	441	424
Revenus tirés de fonds d'investissement	347	359	366
Commissions de prise ferme et de consultation	244	244	221
Profits sur titres, autres que de négociation	49	83	67
Revenus de change, autres que de négociation	38	42	36
Revenus d'assurance	1 049	485	507
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	29	38	44
Autres	147	132	138
	3 345	2 878	2 763
Total des revenus	6 517	5 893	5 638
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	137	175	141
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	926	390	361
Charges autres que d'intérêts (note 1)			
Rémunération du personnel	2 072	1 613	1 963
Bureaux et matériel	728	745	664
Amortissement des immobilisations incorporelles	133	125	123
Déplacements et expansion des affaires	126	150	113
Communications	74	70	67
Honoraires	121	160	125
Autres	303	330	345
	3 557	3 193	3 400
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 897	2 135	1 736
Charge d'impôts sur le résultat (note 12)	387	438	763
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 510 \$	1 697 \$	973 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 11)			
De base	2,28 \$	2,58 \$	1,43 \$
Dilué	2,28	2,58	1,43
Dividendes par action ordinaire	1,00	0,96	0,93

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Bénéfice net	1 510 \$	1 697 \$	973 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts			
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net			
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	187	(49)	(113)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(14)	(22)	(13)
	173	(71)	(126)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie			
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	757	(309)	(595)
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie 4)	37	120	31
	794	(189)	(564)
Profits nets (pertes) à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger			
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(25)	303	(1 090)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	13	(62)	131
	(12)	241	(959)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net			
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(148)	(42)	72
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	79	(18)	(74)
	(69)	(60)	(2)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts	886	(79)	(1 651)
Total du résultat global (de la perte globale) attribuable aux actionnaires de la Banque	2 396 \$	1 618 \$	(678) \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (61) millions de dollars, de 22 millions et de 24 millions pour le trimestre.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 5 millions de dollars, de 8 millions et de 4 millions pour le trimestre.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (274) millions de dollars, de 114 millions et de 201 millions pour le trimestre.

4) Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (13) millions de dollars, de (43) millions et de (11) millions pour le trimestre.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (5) millions de dollars, de 22 millions et de (47) millions pour le trimestre.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 54 millions de dollars, de 23 millions et de (50) millions pour le trimestre.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (29) millions de dollars, de 7 millions et de 26 millions pour le trimestre.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 470 \$	42 142 \$	41 159 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 609	8 305	6 740
Valeurs mobilières (note 2)			
Titres de négociation	101 486	99 697	93 428
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	12 280	11 611	11 261
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	66 696	62 440	49 755
Titres de créance au coût amorti	7 272	6 485	8 455
Titres divers	742	702	652
	188 476	180 935	163 551
Titres pris en pension ou empruntés	100 699	85 051	83 194
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	120 039	119 620	117 186
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	63 241	63 225	61 118
Prêts sur cartes de crédit	8 187	8 329	7 994
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	207 765	194 456	171 988
	399 232	385 630	358 286
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 628)	(1 639)	(1 624)
	397 604	383 991	356 662
Autres actifs			
Instruments dérivés	21 633	26 204	31 756
Engagements de clients aux termes d'acceptations	21 529	18 585	16 705
Bureaux et matériel	1 971	1 986	1 965
Écart d'acquisition	6 388	6 373	6 056
Immobilisations incorporelles	2 285	2 272	2 144
Actifs d'impôt exigible	1 469	1 515	2 071
Actifs d'impôt différé	1 813	2 039	2 190
Actifs divers	14 651	14 677	13 740
	71 739	73 651	76 627
Total des actifs	806 597 \$	774 075 \$	727 933 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 6)	532 199 \$	520 928 \$	475 565 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	23 188	24 411	31 079
Acceptations	21 529	18 585	16 705
Titres vendus à découvert	30 407	28 804	26 367
Titres mis en pension ou prêtés	87 783	66 684	72 260
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	23 969	25 051	23 503
Passifs d'impôt exigible	84	50	52
Passifs d'impôt différé	73	74	207
Passifs divers	33 196	36 985	32 913
	220 229	200 644	203 086
Dettes subordonnées (note 6)	6 820	6 782	6 463
Capitaux propres			
Actions privilégiées (note 7)	4 340	4 340	4 240
Actions ordinaires (note 7)	12 914	12 929	13 020
Surplus d'apport	308	300	306
Résultats non distribués	26 599	25 850	23 893
Cumul des autres éléments du résultat global	3 188	2 302	1 360
Total des capitaux propres	47 349	45 721	42 819
Total des passifs et des capitaux propres	806 597 \$	774 075 \$	727 933 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2019	31 janvier 2018
Actions privilégiées (note 7)		
Solde à l'ouverture de la période	4 340 \$	4 240 \$
Solde à la clôture de la période	4 340	4 240
Actions ordinaires (note 7)		
Solde à l'ouverture de la période	12 929	13 032
Émises en vertu du régime d'options sur actions	5	48
Rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(20)	(60)
Solde à la clôture de la période	12 914	13 020
Surplus d'apport		
Solde à l'ouverture de la période	300	307
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	4	(6)
Autres	4	5
Solde à la clôture de la période	308	306
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	25 850	23 700
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9	-	99
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 510	973
Dividendes – Actions privilégiées	(52)	(45)
– Actions ordinaires	(639)	(600)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(70)	(234)
Solde à la clôture de la période	26 599	23 893
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	(315)	56
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9	-	(55)
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	187	(113)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	(14)	(13)
Solde à la clôture de la période	(142)	(125)
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	(1 074)	(182)
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	757	(595)
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période	37	31
Solde à la clôture de la période	(280)	(746)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	3 727	3 465
(Pertes) latentes à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(25)	(1 090)
Profits latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	13	131
Solde à la clôture de la période	3 715	2 506
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	169	(92)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	(148)	72
Solde à la clôture de la période	21	(20)
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	(205)	(181)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	79	(74)
Solde à la clôture de la période	(126)	(255)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	3 188	1 360
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	47 349 \$	42 819 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2019	31 janvier 2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	1 510 \$	973 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		
Dotation relative aux titres, autres que de négociation	-	1
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(49)	(68)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(2 008)	(4 709)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	137	141
Variation des instruments dérivés – (augmentation) diminution des actifs dérivés	6 136	(3 097)
– augmentation (diminution) des passifs dérivés	(2 419)	4 068
Amortissement des bureaux et du matériel	105	97
Amortissement d'autres actifs	53	59
Amortissement des immobilisations incorporelles	133	123
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	234	606
(Diminution) nette du passif d'impôt différé	(2)	(27)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	40	(764)
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt exigible	36	(76)
Variation des intérêts courus – (augmentation) des intérêts à recevoir	(106)	(14)
– augmentation (diminution) des intérêts à payer	51	(33)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(1 771)	(3 016)
Augmentation nette des dépôts	12 408	7 114
(Augmentation) nette des prêts	(14 376)	(4 350)
Augmentation nette des titres vendus à découvert	1 624	1 608
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	21 862	19 293
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(16 152)	(10 328)
Augmentation (diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	(1 070)	623
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	6 376	8 224
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	(2 692)	812
Produit de l'émission des obligations couvertes	1 878	-
Remboursement d'obligations couvertes	(2 254)	(567)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 6)	-	1 566
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 7)	4	48
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(90)	(294)
Dividendes versés en trésorerie	(657)	(631)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(3 811)	934
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	676	(490)
Achats de titres, autres que de négociation	(15 470)	(8 395)
Échéances de titres, autres que de négociation	4 235	3 310
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	6 560	6 066
Bureaux et matériel – (achats) nets	(91)	(65)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(145)	(132)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(4 235)	294
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2)	(892)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 672)	8 560
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	42 142	32 599
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	40 470 \$	41 159 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie		
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :		
Intérêts versés au cours de la période	3 110 \$	1 867 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	404 \$	869 \$
Intérêts reçus au cours de la période	5 798 \$	4 334 \$
Dividendes reçus au cours de la période	403 \$	420 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 janvier 2019 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2018, sauf en ce qui concerne l'adoption de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, comme il en est question ci-dessous. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2018, qui figurent aux pages 148 à 209 de notre Rapport annuel pour 2018. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 26 février 2019.

Changements de méthodes comptables

Le 1^{er} novembre 2018, nous avons adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15). Nous avons décidé de présenter les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. L'incidence principale de la nouvelle norme est le reclassement des montants dans l'état consolidé des résultats. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient antérieurement comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts sont portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. De plus, lorsque les clients nous remboursent certaines dépenses engagées en leur nom, nous comptabilisons le remboursement dans les revenus autres que d'intérêts. Auparavant, ces remboursements étaient comptabilisés en diminution des charges connexes. En outre, l'incidence sur le bénéfice net est négligeable étant donné qu'aux termes de l'IFRS 15 nous ne sommes plus tenus d'actualiser les coûts liés aux primes de fidélisation et nous amortissons les coûts liés à l'obtention de clients qui deviendront titulaires de cartes de crédit, alors qu'auparavant, ces coûts étaient passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés.

Le tableau qui suit résume l'incidence de l'application de l'IFRS 15 sur nos états consolidés des résultats des périodes antérieures :

(en millions de dollars canadiens) Pour les trimestres clos le	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Augmentation (diminution) des éléments suivants :		
Revenus autres que d'intérêts		
Commissions et droits sur titres	(1)	(1)
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	(2)	(3)
Frais de services de cartes	(32)	(40)
Frais de gestion de placements et de garde de titres	3	1
Commissions de prise ferme et de consultation	2	2
Autres	1	1
	(29)	(40)
Charges autres que d'intérêts		
Rémunération du personnel	1	–
Déplacements et expansion des affaires	(36)	(44)
Honoraires	2	2
Autres	2	1
	(31)	(41)
Charge d'impôts sur le résultat	–	1
Bénéfice net	2	–

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 12 280 millions de dollars (11 611 millions au 31 octobre 2018), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 2 677 millions et de titres désignés à la juste valeur de 9 603 millions (2 828 millions et 8 783 millions, respectivement, au 31 octobre 2018).

En outre, nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 66 696 millions (62 440 millions au 31 octobre 2018), sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 2 millions (2 millions au 31 octobre 2018).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 7 272 millions (6 485 millions au 31 octobre 2018), sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 1 million (1 million au 31 octobre 2018).

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

(en millions de dollars canadiens)		31 janvier 2019			31 octobre 2018			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	13 072	27	17	13 082	12 884	1	80	12 805
des administrations provinciales et municipales canadiennes	7 310	54	11	7 353	6 896	8	42	6 862
l'administration fédérale américaine	17 393	152	208	17 337	17 403	4	584	16 823
des municipalités, agences et États américains	3 936	30	19	3 947	3 694	16	55	3 655
d'autres administrations publiques	5 493	43	5	5 531	4 818	2	30	4 790
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH)	2 623	11	3	2 631	2 382	6	18	2 370
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	11 552	12	261	11 303	11 811	2	496	11 317
Titres de créance d'entreprises	5 426	31	9	5 448	3 783	6	33	3 756
Titres de participation d'entreprises	64	–	–	64	62	–	–	62
Total	66 869	360	533	66 696	63 733	45	1 338	62 440

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture de la juste valeur.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)		31 janvier 2019	31 janvier 2018
Pour les trimestres clos le			
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – titres de créance		392	226
Au coût amorti		40	49
Total		432	275

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Exceptionnellement faible	-	-	-	-
Très faible	75 843	125	-	75 968
Bas	19 340	2 609	-	21 949
Moyen	12 279	4 486	-	16 765
Haut	137	421	-	558
Non coté	4 194	216	-	4 410
Douteux	-	-	389	389
Provision pour pertes sur créances	21	38	20	79
Valeur comptable	111 772	7 819	369	119 960
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Exceptionnellement faible	20 706	15	-	20 721
Très faible	14 556	115	-	14 671
Bas	9 682	298	-	9 980
Moyen	9 490	3 996	-	13 486
Haut	353	1 358	-	1 711
Non coté	2 022	144	-	2 166
Douteux	-	-	506	506
Provision pour pertes sur créances	83	312	134	529
Valeur comptable	56 726	5 614	372	62 712
Prêts sur cartes de crédit				
Exceptionnellement faible	2 201	3	-	2 204
Très faible	1 122	15	-	1 137
Bas	884	158	-	1 042
Moyen	1 796	867	-	2 663
Haut	135	430	-	565
Non coté	575	1	-	576
Douteux	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	41	187	-	228
Valeur comptable	6 672	1 287	-	7 959
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	123 347	1 000	-	124 347
Catégorie spéculative	89 426	9 987	-	99 413
Liste de surveillance	-	4 410	-	4 410
Douteux	-	-	1 124	1 124
Provision pour pertes sur créances	247	329	216	792
Valeur comptable	212 526	15 068	908	228 502
Engagements de prêt et contrats de garantie financière				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	123 079	554	-	123 633
Catégorie spéculative	43 313	6 659	-	49 972
Liste de surveillance	-	1 646	-	1 646
Douteux	-	-	331	331
Provision pour pertes sur créances	129	103	27	259
Valeur comptable	166 263	8 756	304	175 323

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Exceptionnellement faible	-	-	-	-
Très faible	76 314	125	-	76 439
Bas	18 975	2 479	-	21 454
Moyen	12 621	3 765	-	16 386
Haut	90	445	-	535
Non coté	4 250	181	-	4 431
Douteux	-	-	375	375
Provision pour pertes sur créances	20	37	19	76
Valeur comptable	112 230	6 958	356	119 544
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Exceptionnellement faible	20 236	20	-	20 256
Très faible	13 364	222	-	13 586
Bas	12 581	364	-	12 945
Moyen	7 707	4 153	-	11 860
Haut	357	1 427	-	1 784
Non coté	2 105	168	-	2 273
Douteux	-	-	521	521
Provision pour pertes sur créances	83	312	143	538
Valeur comptable	56 267	6 042	378	62 687
Prêts sur cartes de crédit				
Exceptionnellement faible	2 403	4	-	2 407
Très faible	1 140	11	-	1 151
Bas	943	107	-	1 050
Moyen	1 742	874	-	2 616
Haut	108	428	-	536
Non coté	568	1	-	569
Douteux	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	39	191	-	230
Valeur comptable	6 865	1 234	-	8 099
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	109 774	2 148	-	111 922
Catégorie spéculative	88 348	7 308	-	95 656
Liste de surveillance	-	4 423	-	4 423
Douteux	-	-	1 040	1 040
Provision pour pertes sur créances	232	355	208	795
Valeur comptable	197 890	13 524	832	212 246
Engagements de prêt et contrats de garantie financière				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	116 108	1 722	-	117 830
Catégorie spéculative	44 895	3 426	-	48 321
Liste de surveillance	-	1 650	-	1 650
Douteux	-	-	242	242
Provision pour pertes sur créances	108	96	27	231
Valeur comptable	160 895	6 702	215	167 812

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 janvier 2019, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 1 887 millions de dollars, dont une tranche de 1 628 millions a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 259 millions, dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 31 octobre 2018	20	38	44	102
Transfert à l'étape 1	7	(7)	-	-
Transfert à l'étape 2	-	2	(2)	-
Transfert à l'étape 3	-	(2)	2	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(8)	9	5	6
Montages des prêts	2	-	-	2
Décomptabilisations et échéances	-	(1)	-	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	1	1	5	7
Montants sortis du bilan	-	-	(4)	(4)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	3	3
Change et autres	-	-	(3)	(3)
Solde au 31 janvier 2019	21	39	45	105
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Solde au 31 octobre 2018	90	326	144	560
Transfert à l'étape 1	45	(41)	(4)	-
Transfert à l'étape 2	(4)	24	(20)	-
Transfert à l'étape 3	(2)	(26)	28	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(47)	53	23	29
Montages des prêts	13	-	-	13
Décomptabilisations et échéances	(4)	(10)	-	(14)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	1	-	27	28
Montants sortis du bilan	-	-	(84)	(84)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	54	54
Change et autres	(1)	-	(6)	(7)
Solde au 31 janvier 2019	90	326	135	551
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 31 octobre 2018	74	219	-	293
Transfert à l'étape 1	26	(26)	-	-
Transfert à l'étape 2	(5)	5	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(40)	40	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(24)	63	13	52
Montages des prêts	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(7)	-	(8)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	1	(5)	53	49
Montants sortis du bilan	-	-	(76)	(76)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	23	23
Change et autres	-	1	-	1
Solde au 31 janvier 2019	75	215	-	290
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 31 octobre 2018	298	408	209	915
Transfert à l'étape 1	69	(68)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(17)	23	(6)	-
Transfert à l'étape 3	-	(13)	13	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(56)	59	36	39
Montages des prêts	60	-	-	60
Décomptabilisations et échéances	(23)	(20)	-	(43)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	33	(19)	42	56
Montants sortis du bilan	-	-	(31)	(31)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	9	9
Change et autres	4	-	(12)	(8)
Solde au 31 janvier 2019	335	389	217	941
Total des soldes au 31 janvier 2019	521	969	397	1 887
Composition : Prêts	392	866	370	1 628
Autres instruments de crédit 2)	129	103	27	259

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de (3) millions de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour le trimestre clos le 31 janvier 2018 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	16	34	49	99
Transfert à l'étape 1	9	(9)	-	-
Transfert à l'étape 2	(1)	2	(1)	-
Transfert à l'étape 3	-	(3)	3	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(1)	6	4	9
Montages des prêts	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(2)	-	(3)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	11	(6)	6	11
Montants sortis du bilan	-	-	(7)	(7)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	2	2
Change et autres	(1)	(1)	(3)	(5)
Solde au 31 janvier 2018	26	27	47	100
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	76	357	137	570
Transfert à l'étape 1	68	(64)	(4)	-
Transfert à l'étape 2	(6)	32	(26)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(52)	53	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(62)	59	23	20
Montages des prêts	9	-	-	9
Décomptabilisations et échéances	(5)	(11)	-	(16)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	3	(36)	46	13
Montants sortis du bilan	-	-	(66)	(66)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	17	17
Change et autres	-	(4)	(5)	(9)
Solde au 31 janvier 2018	79	317	129	525
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	83	254	-	337
Transfert à l'étape 1	60	(60)	-	-
Transfert à l'étape 2	(13)	13	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(49)	49	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(56)	107	10	61
Montages des prêts	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(10)	-	(11)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(5)	1	59	55
Montants sortis du bilan	-	-	(82)	(82)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	23	23
Change et autres	(2)	-	-	(2)
Solde au 31 janvier 2018	76	255	-	331
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	268	410	234	912
Transfert à l'étape 1	33	(32)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(10)	19	(9)	-
Transfert à l'étape 3	-	(19)	19	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(12)	24	54	66
Montages des prêts	33	-	-	33
Décomptabilisations et échéances	(19)	(18)	-	(37)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	25	(26)	63	62
Montants sortis du bilan	-	-	(50)	(50)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	8	8
Change et autres	(11)	(13)	(16)	(40)
Solde au 31 janvier 2018	282	371	239	892
Total au 31 janvier 2018	463	970	415	1 848
Composition : Prêts	370	866	388	1 624
Autres instruments de crédit 2)	93	104	27	224

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de néant.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique se présentent comme suit :

	31 janvier 2019				31 octobre 2018			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	247 652	182	695	246 775	244 837	189	689	243 959
États-Unis	140 768	188	556	140 024	131 247	181	574	130 492
Autres pays	10 812	–	7	10 805	9 546	–	6	9 540
Total	399 232	370	1 258	397 604	385 630	370	1 269	383 991

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 27 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (27 millions au 31 octobre 2018), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 232 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (204 millions au 31 octobre 2018), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Prêts renégociés

La valeur comptable de nos prêts renégociés était de 1 174 millions de dollars au 31 janvier 2019 (1 129 millions au 31 octobre 2018), dont une tranche de 604 millions était classée en tant que prêts productifs au 31 janvier 2019 (541 millions au 31 octobre 2018). Des prêts renégociés de 5 millions ont été sortis du bilan au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019 (7 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2018).

Note 4 : Transfert d'actifs

Titrisation de prêts

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers ou soutenus par la Banque, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, et directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres adossés à des créances hypothécaires LNH et de notre propre programme. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, nous avons vendu des prêts de 1 596 millions de dollars à ces programmes (1 386 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2018).

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes :

	31 janvier 2019		31 octobre 2018	
	Valeur comptable des actifs 1)	Valeur comptable des passifs connexes	Valeur comptable des actifs 1)	Valeur comptable des passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	5 789		5 569	
Autres actifs connexes 2)	10 997		11 640	
Total 3)	16 786	16 505	17 209	16 925

1) La valeur comptable des prêts est présentée déduction faite de la provision pour pertes sur créances.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs éayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

3) La juste valeur des actifs et des passifs connexes se chiffre à 16 689 millions de dollars et à 16 611 millions, respectivement, au 31 janvier 2019 (17 105 millions et 16 763 millions, respectivement, au 31 octobre 2018).

Nous conservons le droit de gestion de prêts hypothécaires à l'égard de certains prêts hypothécaires acquis ou montés aux États-Unis, lesquels sont vendus et décomptabilisés. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, nous avons vendu pour 109 millions de dollars de ces prêts (229 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2018) et avons comptabilisé pour 4 millions de droits de gestion de prêts hypothécaires (4 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2018) en raison du maintien de notre engagement.

Note 5 : Acquisitions

KGS-Alpha Capital Markets (KGS)

Le 1^{er} septembre 2018, nous avons réalisé l'acquisition des activités de KGS, maison de courtage de titres à revenu fixe, dont le siège social est aux États-Unis, qui se spécialise dans les titres adossés à des créances hypothécaires et à des actifs américains et qui s'adresse à des investisseurs institutionnels, pour une contrepartie en trésorerie de 304 millions de dollars américains (397 millions de dollars canadiens). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, le prix d'achat a baissé pour s'établir à 303 millions de dollars américains (396 millions de dollars canadiens) en raison d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur le fonds de roulement. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation Marchés des capitaux.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 49 millions de dollars et un écart d'acquisition de 54 millions. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de trois à quatorze ans selon la méthode d'amortissement accéléré. L'écart d'acquisition de 32 millions lié à cette transaction est déductible à des fins fiscales.

Le tableau ci-dessous résume la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

	KGS
Titres – négociation	5 193
Titres pris en pension ou empruntés	5 669
Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles	103
Autres actifs	583
Total des actifs	11 548
Titres mis en pension ou prêtés	9 563
Titres vendus à découvert	1 431
Autres passifs	158
Prix d'achat	396

La ventilation du prix d'achat de KGS pourrait changer une fois terminée l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

Note 6 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4)		Total	
	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2019	31 octobre 2018	31 janvier 2019	31 octobre 2018
Catégories de déposants :										
Banques 1)	1 234	1 450	1 301	1 400	1 192	526	27 119	24 531	30 846	27 907
Entreprises et administrations publiques	29 244	25 266	33 704	33 984	67 174	67 026	184 307	185 901	314 429	312 177
Particuliers	3 304	3 476	21 699	21 345	91 827	90 233	70 094	65 790	186 924	180 844
Total 2) 3)	33 782	30 192	56 704	56 729	160 193	157 785	281 520	276 222	532 199	520 928
Domiciliation :										
Canada	22 660	21 735	47 517	47 231	85 040	82 091	163 282	160 069	318 499	311 126
États-Unis	10 140	7 395	9 171	9 477	73 972	74 476	81 780	86 805	175 063	178 153
Autres pays	982	1 062	16	21	1 181	1 218	36 458	29 348	38 637	31 649
Total	33 782	30 192	56 704	56 729	160 193	157 785	281 520	276 222	532 199	520 928

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Au 31 janvier 2019 et au 31 octobre 2018, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 32 894 millions de dollars et 29 673 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 janvier 2019 et au 31 octobre 2018, les dépôts comprenaient des dépôts de 257 118 millions et de 259 747 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 42 374 millions et de 37 427 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 250 565 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 148 762 millions étaient domiciliés au Canada, 65 353 millions, aux États-Unis et 36 450 millions, dans d'autres pays (246 685 millions, 145 574 millions, 71 770 millions et 29 341 millions, respectivement, au 31 octobre 2018). Des dépôts de 148 762 millions domiciliés au Canada, 53 539 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 9 720 millions, dans trois à six mois, 13 950 millions, dans six à douze mois et 71 553 millions, dans plus de douze mois (145 574 millions, 55 190 millions, 3 836 millions, 12 909 millions et 73 639 millions, respectivement, au 31 octobre 2018).

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Dette subordonnée

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, nous n'avons effectué aucune émission ni remboursement au titre de la dette subordonnée.

Note 7 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 janvier 2019		31 octobre 2018		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	Non convertibles 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 45 2) 3)
		4 340		4 340	
Actions ordinaires 4) 5)	638 403 636	12 914	639 329 625	12 929	
Capital social		17 254		17 269	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 182 à 192 de notre Rapport annuel pour 2018.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions émises sont assorties d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour que les actions puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. À ce titre, les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée est convertible en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée émise (y compris les dividendes déclarés et impayés sur l'émission d'actions privilégiées) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 6 950 400 actions ordinaires au 31 janvier 2019 (6 095 201 actions ordinaires au 31 octobre 2018).

5) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, nous n'avons émis aucune action ordinaire dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 74 011 actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions.

Actions privilégiées

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, nous n'avons émis ni racheté aucune action privilégiée.

Actions ordinaires

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, nous avons racheté 1 million d'actions ordinaires aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle arrive à échéance le 31 mai 2019.

Le 26 février 2019, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto, de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires à compter du 1^{er} juin 2019 ou vers cette date. Une fois les approbations obtenues, le programme de rachat d'actions permettra à BMO de racheter ses actions ordinaires à des fins d'annulation. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués devront être approuvés par les organismes de réglementation et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, telles la conjoncture de marché et le niveau des fonds propres. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2018, la Fiducie de capital BMO II a remboursé la totalité de ses billets de première catégorie de BMO – Série A émis et en circulation à un prix de remboursement correspondant à 1 000 \$ pour un montant global de 450 millions de dollars, majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à leur date de remboursement, mais exclusion faite de celle-ci.

Note 8 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 184 à 190, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2019		31 octobre 2018	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres				
Titres comptabilisés au coût amorti	7 272	7 197	6 485	6 288
Prêts 1)				
Prêts hypothécaires à l'habitation	119 960	119 293	119 544	118 609
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	62 712	62 675	62 687	62 618
Prêts sur cartes de crédit	7 959	7 959	8 099	8 099
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)	204 560	204 717	192 225	191 989
	395 191	394 644	382 555	381 315
Dépôts 3)	517 063	517 165	506 742	506 581
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	23 969	24 016	25 051	24 838
Dette subordonnée	6 820	6 953	6 782	6 834

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres mis en pension ou prêtés et les autres passifs.

1) La valeur comptable des prêts est présentée déduction faite de la provision.

2) Ne tient pas compte de 2 429 millions de dollars de prêts classés à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 janvier 2019 (1 450 millions au 31 octobre 2018).

3) Ne tient pas compte de 15 136 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (14 186 millions au 31 octobre 2018).

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés inclus dans les dépôts ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur et le montant nominal de référence dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés au 31 janvier 2019 se chiffraient respectivement à 15 136 millions de dollars et à 15 205 millions (14 186 millions et 14 548 millions, respectivement, au 31 octobre 2018). La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de baisse de 400 millions dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de hausse de 107 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 (baisse de 269 millions comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts et baisse de 91 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre clos le 31 janvier 2018). L'incidence de l'utilisation des couvertures économiques pour gérer l'exposition est également comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuables aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 31 janvier 2019, correspondent à une perte latente de 224 millions de dollars, soit une perte latente de 148 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisée à l'état consolidé des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9 en 2015.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 9 603 millions de dollars au 31 janvier 2019 (8 783 millions au 31 octobre 2018) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 256 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 (diminution de 10 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2018).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 889 millions de dollars au 31 janvier 2019 (800 millions au 31 octobre 2018), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une hausse de 37 millions des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 (baisse de 14 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2018). Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019, une augmentation de 1 million a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (diminution de 9 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2018). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres à la juste valeur par le biais du résultat net de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2019

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	10 494	1 272	-	11 766
des provinces et municipalités canadiennes	2 077	6 809	-	8 886
l'administration fédérale américaine	19 580	58	-	19 638
des municipalités, agences et États américains	2	573	-	575
d'autres administrations publiques	1 119	700	-	1 819
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	40	10 426	231	10 697
Titres de créance d'entreprises	2 562	5 435	6	8 003
Prêts	-	393	-	393
Titres de participation d'entreprises	39 707	2	-	39 709
	75 581	25 668	237	101 486
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	558	90	-	648
des provinces et municipalités canadiennes	34	993	-	1 027
l'administration fédérale américaine	70	-	-	70
d'autres administrations publiques	-	30	-	30
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	6	-	6
Titres de créance d'entreprises	146	7 066	-	7 212
Titres de participation d'entreprises	1 435	66	1 786	3 287
	2 243	8 251	1 786	12 280
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	12 246	836	-	13 082
des provinces et municipalités canadiennes	4 940	2 413	-	7 353
l'administration fédérale américaine	17 337	-	-	17 337
des municipalités, agences et États américains	27	3 919	1	3 947
d'autres administrations publiques	3 731	1 800	-	5 531
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	13 934	-	13 934
Titres de créance d'entreprises	2 780	2 668	-	5 448
Titres de participation d'entreprises	-	-	64	64
	41 061	25 570	65	66 696
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	-	2 429	2 429
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	26 579	3 821	7	30 407
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	15 136	-	15 136
Passifs au titre des contrats de placement	-	889	-	889
	26 579	19 846	7	46 432
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	13	8 389	-	8 402
Contrats de change	11	11 062	-	11 073
Contrats sur produits de base	165	1 060	-	1 225
Contrats sur titres de participation	116	781	-	897
Swaps sur défaillance	-	36	-	36
	305	21 328	-	21 633
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	28	6 726	-	6 754
Contrats de change	1	11 767	-	11 768
Contrats sur produits de base	132	1 516	-	1 648
Contrats sur titres de participation	136	2 797	-	2 933
Swaps sur défaillance	-	84	1	85
	297	22 890	1	23 188

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	9 107	1 213	-	10 320
des provinces et municipalités canadiennes	4 013	4 689	-	8 702
l'administration fédérale américaine	9 465	52	-	9 517
des municipalités, agences et États américains	78	1 138	-	1 216
d'autres administrations publiques	1 210	201	-	1 411
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	60	8 869	255	9 184
Titres de créance d'entreprises	2 973	6 218	7	9 198
Prêts	-	199	-	199
Titres de participation d'entreprises	49 946	4	-	49 950
	76 852	22 583	262	99 697
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	328	103	-	431
des provinces et municipalités canadiennes	219	727	-	946
l'administration fédérale américaine	69	-	-	69
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	7	-	7
Titres de créance d'entreprises	178	6 643	-	6 821
Titres de participation d'entreprises	1 378	134	1 825	3 337
	2 172	7 614	1 825	11 611
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	11 978	827	-	12 805
des provinces et municipalités canadiennes	3 315	3 547	-	6 862
l'administration fédérale américaine	16 823	-	-	16 823
des municipalités, agences et États américains	14	3 640	1	3 655
d'autres administrations publiques	3 143	1 647	-	4 790
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	13 687	-	13 687
Titres de créance d'entreprises	1 959	1 797	-	3 756
Titres de participation d'entreprises	-	-	62	62
	37 232	25 145	63	62 440
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	-	1 450	1 450
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	26 336	2 468	-	28 804
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	14 186	-	14 186
Passifs au titre des contrats de placement	-	800	-	800
	26 336	17 454	-	43 790
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	18	8 959	-	8 977
Contrats de change	16	12 983	-	12 999
Contrats sur produits de base	166	1 894	-	2 060
Contrats sur titres de participation	286	1 872	-	2 158
Swaps sur défaillance	-	10	-	10
	486	25 718	-	26 204
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	14	8 620	-	8 634
Contrats de change	2	11 852	-	11 854
Contrats sur produits de base	295	1 161	-	1 456
Contrats sur titres de participation	246	2 183	1	2 430
Swaps sur défaillance	-	36	1	37
	557	23 852	2	24 411

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, des titres de négociation de 1 704 millions de dollars, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 323 millions, et des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 607 millions ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, des titres de négociation de 659 millions, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 104 millions, et des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 1 111 millions ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, des titres de négociation de 19 millions de dollars ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 en raison des changements touchant le caractère observable des données d'entrées sur le marché qui ont servi à établir le prix de ces titres, des titres de négociation de 17 millions ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 en raison de la disponibilité des prix observables servant à l'évaluation de ces titres.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

<u>Variation de la juste valeur</u>										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus
(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2018	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2019	
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	255	(5)	(1)	96	(116)	-	19	(17)	231	(1)
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	-	(1)	-	-	-	6	-
Total des titres de négociation	262	(5)	(1)	96	(117)	-	19	(17)	237	(1)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 825	14	(4)	123	(172)	-	-	-	1 786	16
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 825	14	(4)	123	(172)	-	-	-	1 786	16
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	62	-	-	2	-	-	-	-	64	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	63	-	-	2	-	-	-	-	65	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 450	7	(4)	1 117	-	(141)	-	-	2 429	-
Passifs à la juste valeur										
Titres vendus à découvert	-	-	-	-	7	-	-	-	7	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	-	7	-	-	-	7	-
Passifs dérivés										
Contrats sur titres de participation	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Total des passifs dérivés	2	-	-	-	-	-	-	(1)	1	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux instruments financiers détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

s. o. – sans objet

Note 9 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 janvier 2019, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 1,0 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BISI), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,5 % applicable aux BISI. En décembre 2018, le BSIF a fixé la réserve pour stabilité intérieure à 1,75 % à compter du 30 avril 2019. Notre situation en matière de capital au 31 janvier 2019 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre 2019.

Note 10 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, nous avons attribué un total de 931 047 options sur actions (705 398 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019 a été de 10,23 \$ l'option (11,30 \$ l'option au cours du trimestre clos le 31 janvier 2018).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours des trimestres clos le	31 janvier 2019	31 janvier 2018
Rendement attendu des actions	5,7 %	4,1 %
Volatilité prévue du cours des actions	20,0 % – 20,1 %	17,0 % – 17,3 %
Taux de rendement sans risque	2,5 %	2,1 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 – 7,0	6,5 – 7,0
Prix d'exercice (\$)	89,90	100,63

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 janvier 2019	31 janvier 2018	31 janvier 2019	31 janvier 2018
Pour les trimestres clos le				
Coût des services rendus au cours de la période	48	52	2	7
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(5)	(2)	10	12
Revenus liés aux services passés	(5)	–	–	–
Charges administratives	1	1	–	–
Charge au titre des prestations	39	51	12	19
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	21	20	–	–
Charge au titre des cotisations définies	54	59	–	–
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	114	130	12	19

Note 11 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable à nos actionnaires, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2019	31 janvier 2018
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 510	973
Dividendes sur les actions privilégiées	(52)	(45)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 458	928
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	638 927	647 670
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	2,28	1,43

Bénéfice dilué par action

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	1 458	928
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	638 927	647 670
Incidence des instruments dilutifs		
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	4 704	5 918
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(3 218)	(3 733)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	640 413	649 855
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	2,28	1,43

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 970 886 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 100,69 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2019 (1 488 521 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 121,81 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2018), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 12 : Impôts sur le résultat

Au cours des exercices précédents, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a produit de nouveaux avis de cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 169 millions de dollars, 116 millions et 76 millions, respectivement, relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés en 2013, en 2012 et en 2011. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, l'ARC avait refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les points relatifs aux règles fiscales soulevés par l'ARC dans le cadre des réévaluations ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Dans l'avenir, il se pourrait que nous recevions un nouvel avis de cotisation visant des impôts importants en raison d'activités similaires menées en 2014 et au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation.

Note 13 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)), la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 203 à 205 du Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019						
Revenus nets d'intérêts	1 433	1 059	232	561	(113)	3 172
Revenus autres que d'intérêts	521	279	1 908	571	66	3 345
Total des revenus	1 954	1 338	2 140	1 132	(47)	6 517
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	114	15	2	1	(5)	127
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	6	(9)	-	14	(1)	10
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	120	6	2	15	(6)	137
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	926	-	-	926
Amortissement	79	112	67	33	-	291
Charges autres que d'intérêts	882	656	828	759	141	3 266
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	873	564	317	325	(182)	1 897
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	226	120	78	70	(107)	387
Bénéfice net	647	444	239	255	(75)	1 510
Actifs moyens	231 556	120 043	38 744	340 273	89 590	820 206

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2018						
Revenus nets d'intérêts	1 380	903	200	562	(170)	2 875
Revenus autres que d'intérêts	523	268	1 406	522	44	2 763
Total des revenus	1 903	1 171	1 606	1 084	(126)	5 638
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	97	77	1	(1)	-	174
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	4	(30)	(2)	(4)	(1)	(33)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 2)	101	47	(1)	(5)	(1)	141
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	361	-	-	361
Amortissement	81	112	57	29	-	279
Charges autres que d'intérêts	857	597	838	693	136	3 121
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	864	415	351	367	(261)	1 736
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	218	105	85	96	259	763
Bénéfice net	646	310	266	271	(520)	973
Actifs moyens	221 647	104 215	34 281	295 412	71 908	727 463

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés annuels audités pour 2018, des documents de présentation trimestriels et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 26 février 2019 à 8 h 30 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-641-2144 (région de Toronto) ou au 1-888-789-9572 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 8641002#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au mardi 28 mai 2019, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 6462367#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, paul.gammal@bmo.com, 416-867-6543

Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, les médias et les gouvernements, jill.homenuk@bmo.com, 416-867-4770

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Novembre 2018 : 97,65 \$

Décembre 2018 : 87,50 \$

Janvier 2019 : 97,09 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2018, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2018 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

Assemblée annuelle 2019

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 2 avril 2019 à Toronto, en Ontario.